Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés unissez-vous !

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 12 SEPTEMBRE 1979 - N°949 | Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76. | 2,00 F.

TROIS ANNEES NOIRES POUR LES TRAVAILLEURS

Notre distingué premier ministre a voulu fêter dignement le troisième anniversaire de son accession au pouvoir. Cette fois encore, le tour de vis fait mal. Plus que d'habitude. Toujours dans les deux domaines de prédilection de Barre : les prix et l'emploi. Sans donner ici le détail de toutes les nombreuses augmentations, rappelons simplement que la rentrée des classes va coûter en moyenne environ 15% plus cher que l'an dernier.

Les chiffres de demandeurs d'emploi ont été publiés au mois d'août. Catastrophiques ! Le niveau du chômage en continuelle augmentation va faire, selon toutes les prévisions, un saut énorme durant le dernier trimestre de l'année.

Le tout, sur fond de salaires bloqués et graves attaques contre les conquêtes ouvrières, comme la sécurité sociale.

Mais trêve d'attaques personnelles. Comme dirait, on ne sait trop pourquoi, le secrétaire général de la CFDT. La politique actuelle n'est pas celle d'un seul homme. Et c'est bien vrai. Barre a fait du bon travail. Ceyrac est content de lui ; il l'a dit à la télévision l'autre jour. Le patron des patrons semblait prendre la défense d'un premier ministre attaqué de toute part, y compris de la droite.

Ceyrac a conclu à un bilan globalement positif de trois années de barrisme. Tout au plus, a-t-il regretté que Barre ne soit pas encore parvenu à tailler la sécurité sociale en pièces.

La rentrée est donc placée sous le signe d'une très brutale aggravation des conditions de vie et de travail des masses populaires. Le mécontentement est général parmi les travailleurs, mais il n'a pas encore réussi à se concrétiser dans des luttes de masse. Les travailleurs sont devenus méfiants. En s'abstenant de répondre à la consigne cégétiste de rentrée, ils ont signifié à Séguy qu'ils ne veulent pas de ces «actions» qui ne servent à rien, qui ne permettent pas d'arracher les revendications.

Barre, avec son arrogance coutumière, dit qu'il ne craint pas une «rentrée agitée». Pourtant, les limites sont dépassées depuis longtemps. Plus la colère ouvrière est contenue, plus fort elle éclatera. Il se pourrait que le Premier ministre ravale ses propos avant longtemps.

Un instant mises entre parenthèses, le temps des vacances, les luttes ne vont pas manquer de reprendre. *Le Quotidien du Peuple* y tiendra toute sa place.

Gérard PRIVAT

Parmi les initiatives de l'été...

Des caravanes-chômage dans les pays de Loire et dans le Nord

Lire en pages 6 et 7

Rentrée scolaire : les places sont chères

Jeudi, élèves et enseignants vont se retrouver. Leurs inquiétudes et celles des parents ne seront pas dissipées par l'optimisme traditionnel du ministère de l'Education nationale.

Les parents vont devoir payer plus cher que les années précédentes pour l'enseignement de leurs enfants : les organisations familiales chiffrent la hausse de 13 à 15 % (fournitures, habillement, livres... dont les prix libérés varient en hausse).

Dans les classes, les places seront chères pour les élèves qui devront s'y entasser puisque par rapport aux chiffres prévus par la réforme Haby, officiellement *«une plus grande souplesse peut être envisagée»* dans certains cas tandis que dans d'autres *«on s'en rapprochera»* (!)

Pour les maîtres-auxiliaires, il faut s'attendre à plusieurs milliers de licenciements, et les nouveaux professeurs (certifiés ou agrégés) seront à la «disposition» des recteurs, c'est-à-dire sur des postes non-définitifs.

Avec l'accentuation de la sélection, les places seront encore chères pour obtenir un diplôme...

Par contre, pour ceux qui viennent de sortir de l'école, si les places sont rares... ceci ne veut pas dire qu'elles seront chèrement payées...

Lire en pages 2 et 9

La rentrée agitée des directions syndicales

Séguy et Maire se rencontreront. Cette réunion aura lieu vendredi matin. Pour le troisième anniversaire de son règne, l'illustre Barre a mis les bouchées doubles.

On était en droit d'attendre des directions syndicales qu'elles prennent les initiatives qui s'imposent pour faire face à la situation. Or, c'est la division, les querelles, l'incapacité. Les discours de rentrée des grands leaders syndicaux, faute de propositions efficaces et appropriées à la situation, étaient très nettement marqués par la polémique de boutique.

Lire en page 3

Le FBI reconnaît sa responsabilité dans la mort de Jean Seberg

Romain Gary, ancien mari de Jean Seberg, l'héroïne du film «A bout de souffle» qui s'est suicidée récemment, tenait lundi une conférence de presse.

Selon lui, la responsabilité du FBI (police US) dans la mort de sa femme ne fait pas de doute.

«Cet organisme a fait paraître dans un grand journal américain une information selon laquelle Jean attendait un enfant d'un leader des Black Panthers» (un mouvement de Noirs américains), a-t-il expliqué. Il a précisé : *«Moi, je crois que l'enfant était de moi. Mais cette calomnie a rendu Jean malade, et l'enfant est morte à sa naissance. Dès lors, Jean est devenue psychotique. Chaque année, à l'anniversaire de sa fausse-couche, elle tentait de se donner la mort (sept tentatives)»*. Mardi matin, le FBI reconnaissait avoir ourdi un complot contre la militante antiraciste...

Un officier israélien avait torturé à mort 4 civils libanais : condamné à 12 ans de prison, il sort au bout de 12 mois.

Lieutenant général de l'armée israélienne, Daniel Pinto avait été condamné à 12 ans de prison pour avoir torturé à mort quatre civils libanais.

La première condamnation prononcée à huis clos avait été ramenée en cassation à 8 ans. Pire, le général Eytam, chef d'état-major, a réduit cette peine à deux ans. En fait, après un an de prison, Pinto est sur le point d'être gracié pour bonne conduite. Le crime a été commis à l'occasion d'un des très nombreux raids israéliens au Sud-Liban et était resté parfaitement inconnu de l'opinion. Jusqu'en juillet dernier, l'Etat-major s'opposait par tous les moyens à sa divulgation...

Rentrée scolaire 1979

Par Claude Ancher

Jeudi 13 septembre c'est, pour près de 10 900 000 élèves, la rentrée scolaire. Environ 590 000 enseignants aurant quant à eux effectué la traditionnelle pré-rentrée ce mercredi. Côté ministère, on affiche comme de coutume un grand optimisme pour cet An Trois de la réforme Haby qui va s'appliquer maintenant aux classes de quatrième dans les collèges et au cycle élémentaire 2e année dans les écoles.

Mais pour les parents, les élèves et les enseignants ce sont plutôt les inquiétudes. Chaque rentrée comporte une bonne dose de flou volontairement organisé par le ministère et les rectorats. Mais les opérations de carte scolaire qui se sont déroulées avant les vacances d'été permettent de se faire une idée de cette rentrée 79, placée sous le signe du «redéploiement» cher à Beullac. Sous prétexte de baisse démographique, les fermetures de classes sont nombreuses, et chaque ouverture est conditionnée par une fermeture selon le vieux principe des vases communicants. Avec pour conséquence le maintien de classes surchargées et la déscolarisation accentuée de certaines régions d'où disparaîtront nombre de classes uniques.

Dans le secondaire, *«on se rapprochera»* en 6e et 5e du chiffre de 24 élèves par classe mais en se souvenant que la réforme Haby autorise jusqu'à trente élèves ! Quant aux 4e *«une plus grande souplesse peut être envisagée»*... Au-delà, le bourrage jusqu'à quarante sera souvent de rigueur. Sélection renforcée pour les élèves ; et, pour les enseignants, aggravation des conditions d'emploi. C'est ainsi que beaucoup de nouveaux instituteurs vont se voir confier des remplacements ; quant aux nouveaux certifiés et agrégés, ils seront tous mis *«à la disposition»* des recteurs, c'est-à-dire sur un poste non définitif. Auxiliarisation des titulaires donc, alors que d'un autre côté, en fait de titularisation des maîtres-auxiliaires, il faut s'attendre à plusieurs milliers de licenciements.

Tout cela laisse augurer d'une rentrée bien difficile, et Beullac ferait bien cette année de ne pas trop se hâter à proclamer comme l'an passé : *«La rentrée s'est ma fois fort bien passée»*. Une semaine après, 250 établissements étaient déjà en grève et le mouvement des profs et élèves se poursuivait pendant le premier trimestre...

Dès avant la rentrée, un dossier brûlant était entre ses mains ; celui du réemploi des maîtres-auxiliaires. Beullac est loin de l'avoir réglé en laissant entendre que tous les M.A. seraient réembauchés. Avant d'ouvrir ce dossier nous avons voulu donner la parole à l'un d'eux, Dominique M., M.A. depuis 7 ans dans la région du Rhône. Si son itinéraire personnel n'est évidemment pas exactement celui de tous les M.A., il reflète pourtant bien celui de la plupart d'entre eux, de ceux qui ont résisté malgré les mauvais coups des Pères Ubu sévissant dans les rectorats...

SOUS LE SIGNE DU REDEPLOIEMENT

DOMINIQUE M., SEPT ANS D'AUXILIARIAT

UN MARCHAND AMBULANT DE L'ENSEIGNEMENT...

Dominique M. vient de passer sa licence d'allemand quand, en 1972, il fait sa première demande au rectorat de Grenoble pour être maître-auxiliaire. *«J'ai décroché tout de suite une suppléance de trois mois. A Chambéry, là où j'habitais. C'est rare maintenant d'obtenir une suppléance sur son lieu d'habitation !»*

DE VILLE EN VILLE

Aussitôt après, deuxième suppléance de trois mois : comme la première il s'agit d'un congé de maternité. Mais cette fois à Oyonnax, dans l'Ain, à plus de 100 km de Chambéry. *«J'avais fait une demande au rectorat de Grenoble et une à celui de Lyon. C'est celle-ci qui est arrivée la première. Alors, j'ai accepté, parce que j'avais vraiment besoin de travail».*

M.A., pourquoi ? *«J'étais boursier, puis j'avais arrêté une année, donc il me fallait gagner ma vie. Je me suis tourné naturellement vers l'enseignement : si j'avais fait des études d'allemand, c'était dans mon idée pour devenir enseignant...»*

A la rentrée 1973, un nouveau bond de 100 km et le voilà dans l'Ain, à Trévoux, avec malgré tout la «chance» d'un poste à l'année et à temps complet. L'année suivante, pas de déplacement géographique ; mais la nature du poste diffère : après avoir remplacé des certifiés (18 heures de service hebdomadaire), il remplace un PEGC : trois heures de service de plus, sans augmentation de salaire, et avec l'obligation d'assurer des cours de français, en plus de sa spécialité.

Puis, c'est le service militaire. Bien qu'il ait fait une nouvelle demande au rectorat, il n'a aucun poste à la rentrée 1975 ; on l'a «oublié»... Un chômage qui dure sept mois, jusqu'en avril 1976. *«Je remplaçais une maîtresse-auxiliaire en congé maternité. Elle travaillait sur deux établissements, un CES à Limas et le CET de Villefranche. Entre eux, deux kilomètres : ce n'était pas encore catastrophique !»*

UN CROCHET AU PARADIS

De Chambéry, où il était revenu pendant son chômage, c'est un nouveau déménagement, après Oyonnax — *«une chambre pas chère, mais pas chauffée !»* —, Trévoux — une chambre dans l'établissement. *«Bien entendu, je préfère habiter dans la ville où je travaille».* Cette vie nomade le conduit ensuite à Meximieux, fin septembre 1976 : un bon emploi du temps puisqu'il remplace une certifiée en congé maternité là aussi.

Malgré la nécessité de déménager en cours d'année, le poste suivant, un lycée de Villeurbanne, lui a laissé un bon souvenir. *«C'était un agrégé qui partait en cours d'année enseigner à la faculté de Saint-Etienne. On lui avait imposé un emploi de 18 heures au lieu de 15, et des classes qu'il n'aurait pas dû avoir, mais qui convenaient à un auxiliaire. On ne peut pas rêver mieux, c'est ce qu'on obtient en fin de carrière de titulaire : un lycée, pratiquement à Lyon».*

LE TEMPS ECARTELÉ

Mais quand un maître-auxiliaire va au paradis, cela n'est jamais pour bien longtemps. Pour Dominique M. la rentrée suivante se présente en forme de purgatoire. *«J'ai été nommé au CES de Châtillon-sur-Chalaronne, à près de 100 km aller-retour de Villeurbanne. Surtout, avec seulement onze heures en allemand, cela faisait à peine le SMIC. J'ai donc demandé au rectorat un complément de service. Ils étaient très apitoyés par mon sort, mais ils ne m'ont strictement rien proposé. Alors, j'ai fait du porte à porte dans les établissements que je connaissais.*

A la Cité Technique de Villefranche, il y avait neuf heures en groupement d'heures rectoral qui n'étaient pas encore pourvues et le proviseur m'a accepté. Mais le problème, c'était l'emploi du temps : les deux établissements sont distants d'une vingtaine de kilomètres, et dans une matière comme l'allemand, on ne fait qu'une heure par jour pour une classe — recommandation de l'Inspection Académique. La première semaine, il y avait une heure de cours que je ne pouvais matériellement pas faire. Les deux administrations n'étaient pas chaudes pour modifier leur emploi du temps.

Au total, et bien que je sois revenu habiter Villefranche en octobre, mon emploi du temps était invraisemblable ! Par exemple, le jeudi, ma journée la plus chargée : je commençais à 8 heures à Villefranche, une heure, puis une heure de battement pour aller à Châtillon. Là, quatre heures de cours, deux le matin, autant l'après-midi, puis une heure de battement pour faire une dernière heure à Villefranche de 16 h 30 à 17 h 30 ! De plus, on m'avait collé une heure unique le mercredi de 13 h 30 à 14 h 30, si bien que cela me bouffait ma journée. Les autres jours, à l'avenant. Ansi, le mardi, Villefranche de 10 heures à midi, une demi-heure pour aller à Châtillon, puis le temps de manger un sandwich, boire le café pour reprendre à 13 h 30 une heure de cours, un «trou» et une autre heure !»

PIRE QUE L'INTERIM

Lessivé physiquement et nerveusement, conscient de «faire du tourisme» forcené et répétitif, plus que de l'enseignement, Dominique doit s'arrêter quelques jours en mars. *«C'était vraiment le ras-le-bol ! Si l'année qui vient on me propose la même chose, je réfléchirai à deux fois avant d'accepter, je préférerais peut-être encore travailler en usine, en intérim.*

On dit que le rectorat, c'est une entreprise d'intérim pour les M.A. Mais c'est pire en fait : des suppléants sont obligés d'attendre leur fiche de paie plus d'un mois, leur salaire parfois deux mois ou trois. Une entreprise d'intérim habituelle ne se permet pas ça. Quant aux frais de déplacement, cette année ils étaient payés : en faisant deux établissements, on avait droit à une heure supplémentaire par semaine. Mais c'est peu, et d'ailleurs, j'ai rempli des papiers mais je n'ai encore rien touché...»

Ras-le-bol et amertume, après 7 ans d'auxiliariat, de vivre une vie où seule la précarité est permanente, où l'on n'est jamais sûr de retrouver du travail au retour des vacances d'été, où la nécessité de déménager pour la énième fois devient plus insupportable encore en vieillissant, où à chaque rentrée le même scénario effarant se renouvelle : *«En général, bien avant la rentrée effective, on va voir au rectorat ce qu'il en est de son cas personnel. Rue Raulin qu'est-ce qu'on voit ? D'abord un attroupement. On essaie d'entrer, on se met dans la file. On attend — les heures d'ouverture sont très limitées, il faut essayer de passer dans la journée. Puis on arrive devant un guichet métallique, une petite porte y est ménagée. Derrière, deux vigiles... Au guichet, une employée qui essaie — vainement, le plus souvent — d'atteindre les bureaux d'en haut par téléphone.*

Une année, j'ai attendu une heure devant une employée composant inlassablement le même numéro. Ça, c'est inadmissible. On croirait que cela pose des problèmes de sécurité d'embaucher quelqu'un !» Une mise en condition, en somme *«Le M.A. doit se considérer comme un assisté, comme un individu à qui l'on fait la charité».*

Quant au poste obtenu... *«Cette année, le rectorat a proposé des postes dans des établissements distants du lieu d'habitation de plus de 50 km, à des M.A. n'ayant pas de voiture, ne sachant pas conduire, alors que les moyens de transports en commun étaient inexistants».*

Une dernière anecdote, un cas-limite, qui donne malgré tout une idée juste de la manière dont le rectorat en use avec les M.A. et par voie de conséquence avec les élèves dont ils ont la charge : *«A Villefranche, on a donné une classe spécialisée pour enfants d'immigrés à une M.A. spécialiste de... musique ! Et le comble, c'est que dans un établissement voisin on a donné un poste de musique à une M.A. spécialisée en enseignement pour les enfants d'immigrés ! Il n'a pas été possible de changer...»*

Demain :
DES MILLIERS DE M.A. MENACÉS DE LICENCIEMENT

Nouvelles grèves à la SNCF

L'ensemble du personnel de la SNCF est appelé à l'action à partir du mercredi et jusqu'à samedi prochain. Le mouvement sera-t-il aussi suivi que celui qui, au mois d'août avait paralysé presque totalement le trafic ferroviaire pendant plusieurs jours. Cette fois, seules les fédérations CGT et CFDT sont à l'initiative de ce mot d'ordre, les autonomes, que l'ont dit majoritaires (au moins chez les agents de conduite) ne se sont pas associés à cette grève.

Cependant, la grève sera certainement importante au vu du mécontentement de l'ensemble du personnel de la SNCF. A l'origine, il s'agit d'empêcher la direction de la SNCF de procéder à la suppression d'un agent sur deux sur les trains de marchandises. Cette mesure s'inscrit bien évidemment dans les projets d'ensemble de la SNCF pour restructurer tous les services, pour mieux les adapter aux demandes des capitalistes tout en sabotant progressivement tout ce qui fait de la SNCF un service public.

Par ailleurs, le mécontentement est profond chez les cheminots comme chez tous les travailleurs face à l'augmentation insensée des prix et aux salaires bloqués. C'est ce qu'ils avaient montré déjà au mois d'août en répondant massivement aux mots d'ordre de grève.

LA RENTREE AGITEE DES DIRECTIONS SYNDICALES

Il y a toutes les raisons pour les travailleurs d'engager des luttes : les prix ont commencé à flamber bien avant la fin des vacances. Les prévisions les plus optimistes s'accordent pour reconnaître une très forte augmentation du chômage pour le dernier trimestre 1979. Pour le troisième anniversaire de son règne, l'illustre Barre a mis les bouchées doubles.

On était en droit d'attendre des directions syndicales qu'elles prennent les initiatives qui s'imposent pour faire face à la situation. Or, c'est la division, les querelles, l'incapacité. Les discours de rentrée des grands leaders syndicaux, faute de propositions efficaces et appropriées à la situation, étaient très nettement marqués par la polémique de boutique.

«Nous on voudrait bien, mais les autres ne veulent pas ; on est bien obligés d'y aller sans eux». «Malgré notre appel, nous avons l'impression que nos partenaires ne veulent pas vraiment s'engager dans l'action». Ainsi pourraient se résumer les échanges aimables de nos dirigeants syndicaux en cette rentrée. Rentrée précoce d'ailleurs puisque bien avant la fin du mois d'août, la direction CGT avait annoncé sa fameuse semaine d'action, prenant semble-t-il les autres syndicats de court.

Appliquant la tactique qui lui a réussi si souvent, la direction CGT a encore une fois pratiqué la politique du diktat, du fait accompli : voilà ce que j'ai décidé, vous devez vous y rallier ; si vous ne le faites pas, c'est que vous ne voulez pas lutter contre Giscard, Barre et le grand capital. C'est souvent de cette manière que la direction CGT impose son point de vue, sans possibilité aucune de discuter, en faisant passer les autres pour ceux qui ne veulent rien faire. Cela lui avait réussi le 23 mars par exemple. Mais, cette fois, «ça n'a pas marché». On n'ose d'ailleurs pas croire qu'il s'agissait d'un plan prémédité. Non ! plus sûrement, la direction CGT voulait, en faisant cavalier seul, s'attribuer tout le mérite d'une petite relance bien tranquille qui n'aurait fait de mal à personne mais l'aurait placée elle, CGT, sur le devant de la scène sociale. Là, c'est complètement raté. Malgré le ras l'bol généralisé, les très dures pressions capitalistes de la rentrée, «ça n'a pas suivi». Tout le monde le reconnaît, y compris une partie de la direction cégétiste.

UN «REALISME SYNDICAL» QUI NE MENE GUERE A L'ACTION

Dans ces conditions, les autres directions syndicales ont eu beau jeu de ricaner. Edmond Maire ne s'en est pas privé au cours de son meeting de rentrée à la halle aux toiles de Rouen, La CFDT se veut «réaliste». Elle affirme vouloir *«rompre avec la logique qui trop souvent dans le passé a conduit les travailleurs à l'impasse»*. Et de dénoncer le «rassemblement des mécontents», le «cartel des non», les «grand-messes incantatoires» en visant très directement la direction CGT. On ne peut qu'approuver le secrétaire général de la CFDT lorsqu'il tient un tel langage. Encore faudrait-il qu'il n'en reste pas à dénoncer les autres sans rien proposer lui-même. De ce point de vue, l'appel à «de grandes grèves», au niveau de généralités où il se situe ne saurait constituer une proposition sérieuse. Surtout lorsque rien n'est dit sur la manière concrète d'y arriver.

Maire parle de la «morosité», du «manque de confiance», de «désarroi» parmi les travailleurs. Oui, c'est vrai, il y a un certain désarroi dans la classe ouvrière, provisoire sans doute, mais qui existe, il ne faut pas le nier. Mais, c'est un peu trop facile, M. Maire, de s'en laver les mains, ou d'en reporter les raisons sur les autres. Vous avez largement votre part de responsabilité, vous et vos amis de la direction confédérale CFDT.

Maire, Séguy ; Séguy, Maire... ou : «C'est pas moi, c'est l'autre».

VERS UNE RENCONTRE AU SOMMET

Au reste, lorsque seront un peu calmées les polémiques, lorsque pour chacun, les apparences seront sauves, et lorsque surtout les manœuvres en cours dans les partis de gauche auront pris toutes leurs répercussions dans les appareils syndicaux, les leaders se rencontreront. Au plus haut niveau, a précisé Chérèque, le tout récent N°2 de la CFDT. Que sortira-t-il de cette rencontre? Il serait bien étonnant pour les travailleurs et les syndicalistes qui veulent lutter d'y trouver matière à se mobiliser. Edmond Maire a vu de la morosité dans les rangs ouvriers. Il n'a pas semblé voir la méfiance grandissante contre les directions syndicales et le lien de cause à effet qu'elle entretient avec le refus de répondre aveuglément à toutes les consignes des directions syndicales. Certains dans les états-majors prennent cela pour de la non-combativité. Les mêmes ont été souvent surpris de la rapidité et de l'ampleur de certaines ripostes ouvrières.

Gérard PRIVAT

• Fête au foyer Sonacotra de Mont-Saint-Martin (Longwy) les 15 et 16 septembre

L'été Sonacotra se termine sur de nouvelles positions. D'une part, la Sonacotra adopte une nouvelle tactique d'expulsion des grévistes par petit nombre (une dizaine) et sans déploiement spectaculaire des «forces de l'ordre» ; d'autre part, la résistance des grévistes et le soutien des organisations de travailleurs se sont amplifiés à partir des deux camps de Garges-les-Gonesse et Mont-Saint-Martin.

Au foyer de Mont-Saint-Martin, la grève des loyers continue, aucune expulsion n'a eu lieu et la présence des travailleurs français, avec la CFDT , se maintient.

Le Comité des résidents du foyer souhaite une extension de la lutte aux autres foyers du bassin, sur la base de la plate-forme du Comité de coordination :
— reconnaissance du statut de locataire
— baisse du loyer de 100 F
— départ des gérants racistes
— abrogation du règlement intérieur.

Le comité de résidents demande l'ouverture de véritables négociations avec leurs seuls représentants regroupés dans le Comité de coordination.

Pour populariser ces positions et actions, les résidents du foyer organisent une fête avec journée portes ouvertes au foyer,

les samedi 15 et dimanche 16 septembre

Des troupes de théâtre, des chanteurs, des stands d'information et de nourriture sont prévus.

Les résidents appellent toutes les organisations syndicales, politiques et culturelles à des réunions de travail tous les soirs à partir de 19 heures, au foyer de Mont-Saint-Martin.

Le Comité des résidents du foyer de Mont-Saint-Martin

• Radio SOS Emploi Radio libre sans frontière

Réunion internationale des radios libres à Longwy Les 29 et 30 septembre

Longwy, bout de la France, pays des trois frontières : Belgique, Luxembourg, Allemagne. Un pays qui lutte depuis plus de 6 mois contre les restructurations industrielles sauvages qui privent de leur emploi des milliers de travailleurs. Nulle part autant qu'à Longwy, la population n'a compris qu'il fallait qu'elle s'empare des moyens d'information et de communication pour pouvoir développer le dynamisme local.

Le 16 décembre 1978, c'est la création de Radio SOS Emploi, première radio ouvrière de France ; des militants CFDT assurent chaque jour la programmation et la diffusion, bravant mille difficultés.

Le 22 février 1979, l'émetteur de télévision est occupé et diffuse les diapositives des sidérurgistes. A Longwy, chacun a pris l'habitude de prendre la parole et d'écouter. Les autres aussi : quand le pouvoir met en place un appareil destiné à brouiller Radio SOS Emploi et Lorraine Cœur d'Acier, une nouvelle radio de la CGT, plus de 3 000 personnes essaient de prendre le brouilleur d'assaut.

Aujourd'hui, Radio SOS Emploi-Longwy prépare un rassemblement européen qui permettra aux radios libres européennes de confronter leurs expériences, de réfléchir et de travailler sur un certain nombre de thèmes.

Des débats par commissions précèderont une réunion générale de tous les participants.

Commission programme : radio libre, culture régionale et locale ; Information ? Contre-information ? Service ? Qui prend la parole ? Et qui la donne ? Et la musique ?

Commission radios libres et pouvoirs : les rapports avec l'Etat, les puissances financières, les municipalités, la presse régionale, les partis politiques, les syndicats, les associations.

Commission radios libres européennes : Quels sont nos points communs ? Que pouvons-nous faire ensemble (échange d'informations et de services, initiative juridique commune à l'échelon européen, etc.) ?

Commission technique : Les émetteurs et l'équipement basse fréquence disponible sur le marché européen.

Commission juridique : conseils juridiques, droit comparé.

Toutes les radios libres françaises sont invitées, y compris celles qui ne participent pas aux activités de l'ALO Bureau de liaison. Il y aura également des radios régionales (corses, bretonnes, etc.). La Belgique, la Suisse, la Grande-Bretagne, l'Italie, l'Espagne et l'Irlande auront des représentants.

Les participants à la réunion doivent envoyer rapidement une confirmation de leur participation à cette réunion en écrivant à :
Radio SOS Emploi
9, rue du Colonel Merlin
54400 LONGWY-BAS Téléphone : 23 40 50
ou à ALO - 36, rue des Bourdonnais 75001 PARIS

• Occupation contre l'intérim, pour de vrais contrats de travail

Non loin de Mont-de-Marsan, dans les Landes, Marcel Dassault possède aussi une petite usine fabriquant des pièces d'armement. Sur 100 personnes, selon la CGT, 42 seulement ont un contrat de travail ; les autres, c'est-à-dire la majorité, étant intérimaires. Cette situation durant depuis plusieurs années les travailleurs occupent leur usine depuis une dizaine de jours pour que cela change, c'est-à-dire *«pour l'embauche ferme de 50 jeunes de la région»*. La justice a naturellement ordonné l'expulsion des occupants mais la police n'a pas encore reçu l'ordre d'intervenir au moment où nous mettons sous presse.

• Le pétrole pas responsable de l'inflation

Dans son rapport annuel, le GATT, organisme mis en place par les pays capitalistes, souligne que *«Les faits réfutent l'idée dangereusement fausse selon laquelle le renchérissement du pétrole aurait été l'une des causes principales du regain d'inflation et de l'aggravation attendue du chômage». «L'impact de ce renchérissement du pétrole sur l'inflation et sur la croissance dépend dans une large mesure des politiques qu'adopteront les pays importateurs.»* et devrait, toujours selon le GATT, se traduire par des besoins accrus en capital.

• Comités de soldats

Les Comités de soldats de Suippes et Mourmelon (Champagne) ont tenu une conférence de presse vendredi à Paris pour présenter leurs revendications et leurs perspectives. Ils ont notamment dénoncé les conditions d'habitation scandaleuses : logements vétustes, draps changés une fois par mois (d'où de nombreux cas de gale), affectation loin du lieu de résidence (la grande majorité des appelés de ces camps est originaire du Sud-Ouest, ce qui les contraint à faire jusqu'à 20 heures de train pour rentrer chez eux). Ils ont dénoncé comme une «aumône» le projet annoncé par Bourges de verser un 13e mois de solde aux appelés et stigmatisé le «bourrage de crâne» effectué par l'encadrement (propos sexistes, tirades sur la récession économique).

Dans une période où les comités de soldats, sur l'ensemble du pays, semblent marquer le pas, les comités de Suippes et Mourmelon sont en progression et recrutent parmi les contingents nouvellement incorporés. Ils reçoivent une aide matérielle des syndicats CGT et CFDT de Châlons-sur-Marne, et se désignent eux-mêmes comme des «comités syndicaux de soldats».

• Les plaintes déposées contre Hersant jugées *«recevables»*

Les plaintes déposées contre Hersant pour infraction à la législation sur l'organisation de la presse par plusieurs syndicats de journalistes et l'UFC ont été jugées recevables par le juge Cabie. Ce juge d'instruction, qui a prononcé l'inculpation de Hersant le 29/11/78, a rejeté ainsi les conclusions déposées en février par le défenseur du magnat de la presse française. Le juge Cabie estime en effet que la concentration de plusieurs entreprises de presse dans les mêmes mains est *«de nature à porter atteinte au libre exercice de la profession et, par voie de conséquence, à léser gravement l'intérêt collectif des journalistes»*. Hersant a décidé de faire appel de cette ordonnance.

• Le PS et les maçons

C'est Roger Leray, membre du PS comme les deux autres candidats, qui a été élu à la tête de la plus grande obédience maçonnique française, le Grand Orient de France. Cette ancienne chasse gardée de la SFIO et des radicaux-socialistes a, cette fois, pour maître un ancien directeur technique de la Société Auer, syndicaliste FO et mitterrandiste convaincu. Il succède à un grand maître moins marqué politiquement, qui avait refusé de prendre position contre l'extradition de l'avocat K. Croissant.

SONDAGE FIGARO-SOFRES :

• A peine 1/10 pour la politique économique et sociale du gouvernement

Le *Figaro Magazine* nous révèle que pour 67 % des Français, *«les choses ont tendance à aller plus mal»*, 8 % pensant l'inverse. **Aucune** des personnes interrogées ne juge l'action du gouvernement contre le chômage «très efficace», dix s'accordent à la trouver «assez efficace», 82 la condamnent. Sur la question de la lutte contre la hausse des prix, les proportions sont identiques. Pour la première fois depuis la création de ce sondage en novembre 1978, la cote de Giscard passe en dessous des 50 %. Celle de Barre n'atteint pas les 30 %.

Fête de l'Huma 1979

LES PETITES JOIES DE GEORGES MARCHAIS

«Heureux, je suis heureux», s'est exclamé Marchais au soir de la fête de *L'Humanité*. Sans doute son optimisme s'appuyait-il sur le nombre élevé de personnes qui se sont rendues le week-end dernier à La Courneuve : un tout petit peu plus, semble-t-il qu'en 19 , et beaucoup plus qu'en 8. Notons au passage que *L'Humanité* reconnaît maintenant la baisse d'affluence de l'an dernier, phénomène qui avait à l'époque été complètement passé sous silence.

Recette pour attirer plus de monde encore ou crainte de s'engager dans des débats, toujours est-il que la fête de *L'Huma* se dépolitise. La «rentrée» du PCF, avec la définition de ses objectifs, date du 2 août, avec l'apparition télévisée d'un Marchais retour de Yougoslavie. Au cours même de la fête, le temps fort - politiquement s'entend - n'aura même pas été le discours central de Claude Poperen, mais bien l'apparition télévisée de Marchais samedi midi, à TF 1.

Un Marchais que d'aucuns, dans son parti, se mettent à appeler *«le camarade petit écran»*. Un autre signe de la «dépolitisation» de la fête de *L'Huma* aura été la marginalisation des débats : ceux-ci se sont vus relégués au Village du Livre ou au stand de *L'Huma*, et sans que la plupart des membres du bureau politique ou du comité central n'y participe. Enfin, les thèmes mêmes des débats évitaient les questions essentielles : ce n'est pas en discutant de *«La bande dessinée dans* L'Humanité-Dimanche» ou de *«L'écriture politique»* qu'on aborde les questions de fond (même si certains ont malgré tout tenté de le faire).

Les dirigeants du PCF affectent aujourd'hui de donner la priorité aux luttes, à la base, conçues comme *«conditions d'une union solide, durable, capable de vaincre»*. De fait, les stands évoquant les luttes n'ont pas été absents, et on notera la sympathie qui a entouré, par exemple, les sidérurgistes du Nord ou de Lorraine. Avec les mêmes mots, les mêmes accents de lutte, les propos de la direction ont été d'une toute autre facture.

A l'évidence, une préoccupation domine ces jours-ci chez les dirigeants du PCF : éviter que la rencontre PS - PC prévue pour le 20 septembre se fasse au détriment des propositions propres du PCF, de ses tentatives de renforcement ; d'où les discours répétés sur les «nouvelles illusions» que peuvent susciter les rencontres au plus haut niveau avec le PS. Il est vrai que ces mêmes dirigeants ont tellement mis en valeur la moindre petite réunion, cinq années durant, qu'il est des habitudes difficiles à perdre. Pour Marchais à *TF 1* : *«Il ne peut pas sortir grand chose»* de la rencontre du 20. Quant à Poperen, il a *«mis en garde contre toute illusion»* avant de poursuivre : *«Plus que jamais ce qui reste décisif, c'est de multiplier les efforts pour développer l'action dans l'union, une union solide, durable, efficace. C'est pourquoi nous vous appelons à déterminer vos revendications, vos objectifs de lutte, les formes de celles-ci démocratiquement, sur le lieu de travail, la cité, le village, pour arracher pas à pas tout ce qui est possible.»*

Cet appel général s'est accompagné de précisions qui tendent à montrer comment la direction du PCF conçoit cette lutte : il s'agit d'empêcher *«Messieurs les banquiers et les pétroliers, messieurs du cartel de l'acier»* de brader *«nos industries»* ; il s'agit aussi de lutter contre l'Europe actuelle, présentée sous les jours les plus noirs. Comme si, dans l'esprit des dirigeants du PCF, la lutte à la base ne devait se concevoir que comme une lutte autour du PCF, et vers ses objectifs. Les militants critiques de la revue *Positions* qui ont pu diffuser un numéro spécial sans (trop) de problèmes l'ont bien compris, qui dénoncent le fait que «L'Humanité *cite les adhésions et les créations de cellules comme les meilleurs exemples d'union à la base».*

CONTRADICTIONS PAS ABSENTES

La fête de 1979, aux dires de certains, aurait été celle de la disparition de la contestation, si vive en 1978. Il faut être bien aveugle pour tirer de telles conclusions. Certes, il n'y a pas eu cette année d'exclusives. Certes, les débats ont été moins spectaculaires, ne serait-ce que parce qu'il y en avait moins. Il n'en reste pas moins qu'on a entendu Balibar, Labica et quelques autres réitérer, de la tribune cette fois-ci, leurs critiques envers la direction. On a entendu un des initiateurs de la pétition d'avril 1978 apostropher Roland Leroy sur la «réhabilitation» de Marty et Tillon, sans que celui-ci trouve grand-chose à répondre. On a assisté, notamment avec les Kehayan présents au stand des Editions du Seuil, à d'intéressantes empoignades sur la réalité de l'URSS, etc.. Sauf à réduire la crise aux pas de clerc d'Elleinstein, force est de constater que celle-ci demeure, même si elle prend des formes différentes.

Alors, heureux, Georges Marchais ? Le groupe Téléphone ou Bernard Lavilliers devaient l'être plus encore : leur auditoire à eux s'est avéré très largement supérieur à celui de Claude Poperen pour son discours central.

Nicolas DUVALLOIS

Dans notre édition datée du 15 septembre, nous reviendrons sur la politique du PCF et la contradiction qu'elle suscite en son sein.

SAINT-POL DE LEON

Barre hué par 4 000 travailleurs et applaudi par 200 «fils à papa»

«Ne regardez par la France à partir de tout ce qui est agitation. Regardez la France qui est tournée vers l'avenir». C'est Monsieur Barre qui a dit cela vendredi dernier devant un parterre de jeunes giscardiens à Saint-Pol de Léon. L'«agitation», c'était les milliers de travailleurs qui manifestaient dans la rue contre sa politique. L'«avenir» pour lui, était sans doute incarné par cette assemblée de fils à papa, soigneusement protégés des bruits de la rue par les murs épais du collège religieux qui accueillait le ressassement de leurs antiennes.

Pendant 15 jours, deux cents militants des Jeunesses giscardiennes se sont entraînés à des cours d'«expression orale» centrés autour d'un bouquin intitulé «Démocratie française» (vous vous souvenez ?). Ces fils de bonne famille ont reçu la visite de toute une brochette de ministres et sous-ministres. Le dernier en date était le premier, Barre, qui a lancé quelques-unes des formules particulièrement grossières dont il est coutumier : contre les *«porteurs de pancartes»* affirmant qu'il n'était *«pas contre eux parce que c'est la liberté d'expression»*, et expliquant sa conception de la liberté d'expression en diagnostiquant *«un germe puissant d'anarchie»* dans le développement des radios libres.

Pour le reste, sachez que *«le contrôle des prix est une stupidité»*, que *«depuis 1974, il n'y a pas de pays en Europe qui ait créé plus d'emplois que la France»*. Tout de même, la France est *«confrontée à des difficultés importantes»* qui se résoudront si l'on consent *«à introduire dans la croissance une nouvelle dimension qui ne concerne plus uniquement la consommation»*.

Qu'en termes galants ces choses-là sont mises ! N'appréciant sans doute pas cette «nouvelle dimension», 4 000 travailleurs avaient manifesté en fin de matinée à l'appel des syndicats. On remarquait notamment la présence d'usines en lutte contre les licenciements : AOIP, les Abattoirs de Morlaix et Ericson-Brest, cette dernière entreprise en lutte depuis jeudi. Les paysans étaient venus nombreux à l'appel de la FDSEA, du CDJA et des Paysans-Travailleurs. Rappelons que trois militants paysans avaient été condamnés en août à un mois de prison ferme pour avoir lutté contre un cumulard. A l'occasion de leur procès, 4 000 militants paysans avaient manifesté en août, et on peut prévoir une mobilisation analogue lors du prochain procès en appel.

Hugues Dewavrin, porte-parole des jeunes giscardiens, en oraison au collège du Kreisker de Saint-Pol-de-Léon.

Barre n'est arrivé que plusieurs heures après la dislocation de la manifestation, en catimini, et est entré par la porte de derrière de l'austère collège. Là au moins, il était sûr de trouver des gens pour l'applaudir.

François NOLET

IMMIGRES : LA REPRESSION BAT SON PLEIN

Par François MARCHADIER

Des résidents du foyer de Garges-les-Gonesses, expulsés le 22 juin dernier, ont poursuivi l'occupation au pied de leur foyer durant tout l'été. Chaque mercredi, ils réunissent des représentants d'Unions locales ou de sections syndicales afin d'envisager une riposte d'envergure contre les lois racistes de Bonnet-Stoléru et contre les expulsions qui se poursuivent dans différents foyers de la région parisienne et de l'Est. Vendredi 7, c'est à Nancy que la police intervenait dans deux foyers différents pour en expulser 37 résidents.

La campagne raciste contre les ouvriers immigrés prétendument responsables du chômage a naturellement les mêmes conséquences que les précédentes. On assiste en effet à une nette relance des exactions et des crimes racistes. Encore récemment, une Africaine était brutalisée dans la rue à Paris par un individu qui affirmait que *«les négros n'ont pas à utiliser le téléphone»*, brutalités qui devaient se poursuivre au commissariat.

Comme on le lira ci-dessous, la police s'est en effet encore tristement illustrée cet été en multipliant les «bavures» au quatre coins du pays.

L'actualité remettra à l'automne les projets de lois racistes au premier plan. Une riposte importante s'impose.

Aucun travailleur ne peut en effet être indifférent au fait qu'une partie de la classe ouvrière soit totalement soumise, comme le voudrait le pouvoir, à l'arbitraire policier.

Combattre ces projets racistes, c'est lutter contre une arme de division supplémentaire de la classe ouvrière que veut se donner la bourgeoisie.

Quatre flashes sur l'été d'une police raciste

Devant le foyer de Garges, le campement des résidents expulsés.

Roubaix, le 2 juillet à 23 heures. La police intervient dans un café. Des consommateurs français se voient reprochés d'être dans un café arabe. Trois personnes sont embarquées. A l'une d'entre elles un policier lance : «*tu veux des hommes, tu vas voir*» et il tente de la sodomiser avec sa matraque...

L'un des immigrés embarqués perd connaissance au commissariat tellement il est maltraité. Le lendemain, quand il est libéré, de l'argent a disparu de son portefeuille. «*C'est pour la course et pour l'hôtel*» lui explique une des brutes en uniforme. Gherbi se fait faire un certificat médical. Celui-ci constate un «*ensemble de coups d'une rare violence, de plaies et d'hématomes sur tout le corps.*»

OPERATION COMMANDO A LA CITE BASSENS

Ainsi la confirmation est apportée que la réputation de racisme du commissariat de Roubaix n'est pas usurpée.

A l'autre bout de la France, 5 jours plus tard, les collègues marseillais des flics roubaisiens interviennent dans la cour de la Cité Bassens. Une famille d'Afrique du Nord célèbre un mariage. Les 60 policiers n'hésitent pas une minute. Ils sortent leurs matraques, excitent leur chien, lancent des lacrymogènes. On relèvera plusieurs blessés dont un enfant de trois ans qui y perdra trois dents, sans parler des personnes âgées qui seront bousculées. Un bébé d'un mois devra être hospitalisé.

Ce n'est pas la première fois que les flics interviennent dans le quartier : quelques semaines plus tôt, ils avaient même embarqué 70 jeunes (2 × 35) qui, bien que coupables d'aucun délit, ont quand même été passés au fichage anthropométrique.

Le commissaire territorialement compétent justifie la barbarie policière par le fait que les immigrés de la cité «*veulent transporter leurs us et coutumes dans leur pays d'accueil*».

14 JUILLET, PAS POUR LES ARABES

Huit jours plus tard, c'est la fête nationale. A Lyon aussi. La gérante de la Brasserie St Clair à Caluire demande même ce soir-là à un policier, à l'occasion d'une de leurs rondes, s'il est exact que compte tenu de la Fête nationale elle est autorisée à garder son établissement ouvert plus tard que d'ordinaire.

«*Sans problème*», avait répondu le policier. En fin de soirée, nouvelle patrouille de police. «*Le 14 juillet, c'est pour les Français, ce n'est pas pour les Arabes*» lance un policier.

La fille de la patronne, Goutia Boutiche, n'a que 21 ans. Elle se plaint de ce qu'un jour de fête il ne soit pas possible de s'amuser. Le policier Yves Metenier entraîne sa sœur vers le panier à salade. Goutia veut l'accompagner. Mais, au moment de monter dans le car, elle reçoit un coup de pied d'une rare violence en pleine gorge. Fracture du larynx et 4 heures d'opérations. Pendant trois jours, la police fait pression sur la famille pour qu'elle ne porte pas plainte. Peine perdue. Là encore l'IGS enquête ; mais, le préfet de police quelques heures plus tard ne parle même pas de cette affaire à l'occasion d'une conférence de presse.

«ILS M'ONT FAIT BOIRE DANS UNE ECUELLE AVEC UN CHIEN»

Mi-août, un Ghanéen ne parlant pas un mot de français cherche à se rendre en RFA. Intercepté dans le train à la hauteur de St Quentin, il est conduit au commissariat. Là commence pour lui un long calvaire. Il est bourré de coups. Les flics l'obligent à boire dans une écuelle en même temps que le chien du commissariat. Il souffre, à sa sortie, d'une perforation du tympan, de douleurs et d'hémorragies cervicales.

Ce ne sont là que quatre exemples relevés parmi d'autres qui se sont déroulés en 6 semaines. Quatre exemples connus ; mais pour ceux-là, combien resteront secrets parce que les victimes des hommes de Bonnet auront peur des représailles en cas de dénonciation publique ?

Giscard peut bien dans ces conditions avoir ordonné qu'un policier martiniquais soit désigné pour faire le planton devant l'Elysée la veille du 14 juillet...

Il ne peut cacher l'évidence. La campagne raciste de sa classe «encourageant» le retour au pays s'accompagne comme en 71, 72, 73 d'une nouvelle série d'exactions intolérables de la part de ses flics.

Comment la SONACOTRA «comprend le besoin de sécurité de ses camarades résidents»

«Notre seul objectif est de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des immigrés». Vous le croirez si vous voulez, mais c'est Pierre Bon, le Directeur Général de la Sonacotra qui s'exprimait ainsi, très récemment, au cours d'un bilan de l'attaque frontale qu'il a déclenchée contre les résidents grévistes.

La liste ci-dessous — incomplète — permet de se faire une idée de la manière dont Bon et Stoléru entendent œuvrer à leur noble objectif.

• **Strasbourg** : la police est intervenue au moins six fois cet été contre les résidents. Et 5 fois contre les résidents du seul foyer du Polygone qui est maintenant fermé «pour réfection». Le délégué général de la Sonacotra a d'ailleurs annoncé que la surface des chambres allait être doublée...

• **En Lorraine**, mi juillet, 54 expulsés à Woippy, 35 quelques jours plus tard à Homécourt, etc...

• **Dans la banlieue parisienne**, intervention en août contre 53 résidents du foyer de Sannois dans le Val d'Oise ; mi-août, contre le foyer de Bondy (9 expulsions), d'Aulnay à la fin du mois (36 expulsions), de Gennevilliérs (19 expulsions), de Nanterre, ...

De très sérieuses menaces pèsent sur le foyer de Montreuil et contre celui de Sartrouville dans les Yvelines.

Selon certaines informations, 350 Africains seraient menacés pour leur part à Sandouville. Cette grande entreprise nationalisée qu'est la Régie Renault envisageant de fermer le foyer. La liste s'allongera encore très certainement dans les prochaines semaines. C'est du moins ce que confirmait le sinistre Pierre Bon dans sa conférence de presse : **«Depuis novembre 1978, 5 000 expulsions ont été ordonnées par les tribunaux. 1200 ont été exécutées**, devait-il préciser, **et 1800 reprises de paiements ont été effectuées. Il reste donc 2000 reprises de paiement en instance. Nous sommes décidés à obtenir leur application».**

Et ce monsieur de continuer à déblatérer sur le thème **«nous avons parfaitement compris que nos camarades résidents** (sic) **ont besoin d'une certaine sécurité».**

Foyer de Mont-Saint-Martin (Longwy)

«Jusqu'à maintenant, il y a toujours eu une présence CFDT là-bas»

— L'UIS CFDT de longwy a été citée en exemple pour le soutien qu'elle apportait au foyer Sonacotra de Mont-St-Martin...

Un responsable du travail avec les résidents : Oui, depuis un an environ, on a des réunions périodiques avec les résidents du foyer ; pas seulement d'ailleurs avec les délégués, mais avec tous les résidents. On avait déjà fait des actions en soutien en novembre l'année dernière, comme une fête de l'immigration.

De leur côté, les résidents ont participé à des actions des sidérurgistes, comme les barrages de route.

Quand il y a eu l'expulsion à Garges, nous sommes allés apporter notre soutien.

— Les expulsions ont été nombreuses dans l'Est ?

— Il y a eu application de la nouvelle tactique de la Sonacotra qui consiste à expulser les grévistes dix par dix à quelques jours d'intervalle. Ça a été le cas à Woippy, Hagondange, Thionville ; dans presque tous les foyers il y a eu cette tactique. Dans le même temps, il y a un collectif antiraciste qui s'est mis en place à Longwy. Il s'est fixé comme principal objectif la lutte contre les lois Barre-Bonnet-Stoléru, et nous sommes parvenus à ce que le problème Sonacotra y soit lié dans un tract commun,

Dans le comité, il y a la CGT, la CFDT, la FEN, la JOC, l'ACO, la CSCV, le PCR, le PSU, le PS, le PPS.

Vers le 20 juillet, au bout de plusieurs réunions, on a abouti à un texte commun.

— Le foyer de Longwy est directement menacé ?

— Le 23 août, il y a eu les expulsions à Homécourt et le même jour le bruit a couru que le foyer de Mont-St-Martin allait être attaqué. Dans la nuit, l'UIS s'est alors procuré du fil barbelé et on a transformé la situation du foyer de Mont-St-Martin, qui est — un peu comme à Garges — éloigné des habitations. On a déployé du fil tout autour, aidés par les délégués. En plus, on a installé des tentes qui sont occupées par roulement par des militants CFDT. Sur place, l'UIS a animé des fêtes et depuis le 23 jusqu'à maintenant, il y a toujours une présence CFDT là-bas.

On est en train de préparer une grosse fête pour le 15 et 16 septembre. A l'UIS CFDT, on voudrait qu'elle soit d'envergure nationale, sous la direction du comité de coordination et du comité de résidents.

On voudrait aussi que cela ne soit pas limité au foyer, mais que cela se tienne dans toute la ZUP de Mont-St-Martin. On veut étendre le problème du foyer à celui de l'existence dans les HLM afin de lutter contre l'isolement. On prévoit aussi une animation avec chanteurs et pièces de théâtre.

Dossier du Quotidien du Peuple

Parmi les initiatives de lutte de l'été DES CARAVANES CONTRE LE CHOMAGE DANS LE VAL-DE-LOIRE ET LE NORD

L'été, la période des vacances, la fameuse «trêve»... les ondes, les journaux, les écrans sont encombrés par les bulletins météos et la circulation. A part cela, ce serait, paraît-il, relaxe et farniente pour tout le monde. Traditionnellement, la bourgeoisie essaie ainsi de faire oublier ses méfaits pendant cette période de l'année. Le chômage surtout !

Véritable fléau de la société capitaliste, le chômage ne sévit pas qu'en hiver ou à l'automne. En été aussi, il frappe les travailleurs. Et d'abord en les empêchant de partir en vacances, faute de moyens. Ceux qui parviennent à partir quand même ne vont pas très loin ; ni très longtemps. Et l'angoisse du lendemain ne disparaît pas avec le dépaysement.

Cet été, des chômeurs, des travailleurs, des militants regroupés dans des comités de lutte avaient décidé de briser, à leur échelle, le mur du silence, de débanaliser le chômage, de le rappeler à ceux qui en sont responsables. Ils ont organisé des caravanes de lutte contre le chômage, dans le Nord et dans l'Ouest. Partout où elles sont passées ou se sont arrêtées, elles ont été très bien accueillies. L'heure est maintenant au bilan et à la définition de nouvelles perspectives de lutte en s'appuyant sur les petits, mais indiscutatbles succès de ces caravanes «été 1979» contre le chômage.

■

A travers les Pays de loire avec les marcheurs contre le chômage

Aujourd'hui, à Nantes comme à Rennes, le Comité de lutte contre le chômage et le Comité de défense des chômeurs terminent la mise au point de leur programme d'action pour la rentrée. Et, à en juger par le dynamisme des propositions, la «Caravane du chômage» qu'ils ont formée du 16 au 23 juillet, a réellement développé en leur sein, l'esprit d'offensive.

Le bilan écrit qu'ils comptent envoyer aux quelque 500 personnes qui leur ont laissé leurs adresses, pendant cette semaine, le film en cours de montage qu'ils veulent diffuser le plus tôt possible, tout cela atteste que l'accueil a été excellent et l'impact de leur initiative, important.

Lorsqu'on demande à Roland, mécanicien au chômage pendant un an, ou à Denis, ouvrier sans travail depuis la fin de son service militaire, lorsqu'on leur demande ce qu'a été cette caravane, ils parlent pêle-mêle, du Fest-Noz de Rennes qui a rassemblé 300 personnes, pour la plupart des familles populaires venues en soutien, des 300 campeurs de Batz s/mer, venus au bal contre le chômage, des kilomètres faits à Angers, à la Baule, avec des voitures qui se joignaient au cortège ; bref, autant de faits qui leur font dire qu'ils sont dans la bonne voie pour mobiliser plus largement contre le chômage.

C'est que le succès de la «caravane» est arrivé à point nommé. La bourgeoisie fait tout concourir pour que le phénomène du chômage se réduise à une donnée chiffrée définitivement en expansion, un mal nécessaire, banal. Dans cet environnement marqué aussi par les divisions qu'engendrent le chômage et l'inaction des structures syndicales, ils ont prouvé que le mur du chômage, l'isolement, la résignation peuvent être surmontés, qu'il existe un capital de lutte chez les chômeurs qu'il s'agit de développer.

C'est du Comité de lutte contre le chômage de Nantes que l'idée est partie. Créé en mai, le CLC rassemble des chômeurs, des syndicalistes, des travailleurs. La base de leur regroupement s'est faite à partir de l'ensemble des luttes dans la sidérurgie : développer des actions qui sensibilisent l'opinion, ne plus se contenter d'une simple propagande mais articuler les actions autour d'objectifs revendicatifs immédiats, donner à l'unité actifs-chômeurs un sens concret en intervenant dans chaque lutte d'ouvriers, et mobiliser d'autre part largement les associations de paysans, de quartier, de jeunes qui, toutes dans leur action , ont à faire face au chômage, à ses conséquences.

En juin un appel est lancé : pour les chômeurs, il n'y a pas de trêve de vacances, le pouvoir met en place un nouveau système d'administration, des milliers de jeunes commencent déjà la recherche vaine d'un emploi après l'école. Pourquoi ne pas profiter par ailleurs de la venue de vacanciers pour rappeler largement ce qu'est la situation des chômeurs.

Et malgré les difficultés liées à la période de l'été, les inévitables hésitations qui surgissent lorsqu'on s'engage pour la première fois dans une action de ce type, la caravane se met en place...

Le collectif qui a organisé la caravane dans les pays de Loire a réalisé un film. D'autre part, il produira un bilan écrit de cette action. Pour se procurer le film et le bilan, écrire au journal qui transmettra.

OBTENIR UN LARGE ECHO, BRISER LE MUR DU SILENCE

Le jour du départ, 1500 affiches sont déjà placardées dans toute la région, des milliers de tracts ont été diffusés. S'ils ne sont pas venus, les travailleurs de Brissonneau licenciés ont diffusé ce tract d'appel.

Le 16 juillet, un peu plus d'une trentaine de personnes, chômeurs pour la plupart, mais aussi des actifs en congé, sont venus y participer. Huit jours plus tard, ils seront une soixantaine.

La première intervention de la caravane se fait à l'ANPE de Nantes. Une quinzaine de panneaux, des dessins ont été réalisés par les comités, ils donnent le système d'indemnistation, détaillent l'ensemble des conséquences du chômage, les stages-bidons,... etc. Quelques heures auparavant, on a achevé la décoration des voitures : couvertes d'affiches, elles supportent de grands banneaux de bois peints des principaux mots d'ordre de la caravane. Deux d'entre elles sont équipées de sono pour les interventions. En tête de la bande musicale, la sirène de SOS Emploi Longwy rappelle la solidarité avec les sidérurgistes.

A l'heure du repas on est à Ancenis, dans un local prêté par la mairie après discusssion. Un premier point est fait sur les discussions de Nantes, le tour de ville effectué par la caravane et qui a recueilli un accueil chaleureux.

A la Cana (coopération laitière), cible de lutte des paysans de la région, un groupe d'entre eux venus en car pour une visite est invité à intervenir au micro et parle de leur solidarité. Cette solidarité avec l'action ne se démentira pas. Lorsque la caravane, en roulant au pas ira à Angers, des automobilistes se glissent dans la caravane et font quelques kilomètres avec, avertisseurs en marche pour finalement rebrousser chemin et reprendre leur itinéraire.

Le 17 juillet à Angers, deux jeunes lycéens bouclent leur sac à dos et rejoignent la caravane. *«Notre avenir après l'école, c'est certainement le chômage ou alors la nécessité d'accepter n'importe quel boulot parce que tout est bouché...»*

De même, Géraldine, venue à Nantes pour trouver un emploi, elle se joindra, les deux derniers jours, pour participer aux actions à EDF.

Il faut citer, au titre des encouragements populaires dans la lutte, ceux apportés par les 300 personnes d'un quartier populaire de Rennes ou la caravane a organisé un Fest-Noz. Il faudrait pouvoir reproduire les multiples témoignages apportés par les travailleurs en vacances sur la «côte sauvage», en camping bien sûr, ou la caravane fut accueillie chaleureusement pendant 48 heures. Devant les panneaux au centre du camping pendant le bal populaire, les discussions avec les gens, les syndicalistes présents furent nombreuses. C'est aussi sous les encouragements des passants que la caravane a investi l'hôtel de l'Ermitage à la Baule, luxueux palace où, scandaleusement, le prix de la pension mensuelle est de 25 000 F par couple. Au mot d'ordre *«Chômage ras l'bol»* lancé depuis les fenêtres de l'hôtel par les chômeurs, les automobilistes répondaient avec leurs avertisseurs.

FORGER L'UNITE ACTIFS-CHOMEURS

Mais, briser le mur du silence ne constituait que le premier aspect de la caravane. Ce qu'entendaient réaliser les chômeurs, c'était aussi commencer à poser les premières bases de l'unité indispensable entre actifs et chômeurs. A ce titre, les 550 adresses recueillies pendant les 8 jours auprès des travailleurs intéressés afin que leur soient communiquées les propositions des comités sont déjà un bon point.

Trois réunions et discussions ont lieu avec les ouvriers de la S.E.O. à Angers qui occupent leur usine, victimes des restructurations de l'électronique. Enfin, sur invitation de la section syndicale CFDT de la C.G.C.T. (usine d'électronique), une rencontre a eu lieu, à Rennes, à l'heure du déjeuner. Au-delà de l'échange d'information, il faut retenir les débats qui portèrent sur la liaison nécessaire entre chômeurs et travailleurs menacés de licenciement. En ce sens, la caravane a proposé d'en finir avec les initiatives isolées mais de développer au contraire ce type d'échange et de concertation.

Premiers débats à Angers et à Rennes, mais à Nantes où après la côte se terminait la caravane, l'unité actifs-chômeurs a pu se concrétiser dans la lutte. C'est d'ailleurs sur cet exemple que les comités veulent aujourd'hui s'engager plus largement. En effet, par-delà le travail d'explication, de popularisation constante, nécessaire aujourd'hui pour résoudre les divisions, il faut pour rassembler les chômeurs que cette unité se concrétise dans un combat quotidien fait de victoires, y compris de petites victoires.

Ce fut le sens donné à l'intervention effectuée à la gare, avec la CFDT-Cheminots pour protester contre l'absence de réduction SNCF pour les chômeurs (à l'exception bien sûr des déplacements autorisés par l'ANPE...). Pendant que la caravane bloquait symboliquement le train Nantes-Paris, banderoles déployées, une délégation de chômeurs accompagnée de syndicalistes exposait ses revendications à la direction. De ce côté, pour cette première intervention, peu de choses furent obtenues, mais par contre, la section syndicale a décidé d'intégrer ce combat dans sa propre plate-forme et rendez-vous fut pris.

Plus concrète et payant fut l'action engagée le matin contre E.D.F. Eliane, mère de quatre enfants a exposé son cas le jour du départ de la caravane : en travail saisonnier, elle reveint chez elle après un mois d'absence, plus d'électricité. Pour une dette de 300 F, on lui demande plus de 120 F pour remettre le courant. *«Je n'ai pas payé le mois dernier parce que je n'avais pas le choix, il fallait nourrir et vêtir tout le monde ou payer cette facture !»* C'est un incident regrettable, dira le responsable E.D.F. alors que les chômeurs manifestent sous ses fenêtres le 23 juillet. Et le courant est remis.

«Cas exceptionnel»... mais dans l'après-midi, deux chômeurs nous diront le contraire pendant l'intervention de la caravane sur le plateau piétonnier de Nantes.

Petite victoire sans doute que d'empêcher une coupure de courant, mais la lutte systématique dans ce domaine, ainsi que contre les saisies, les expulsions, constitue une marche indispensable pour rassembler largement tous ces chômeurs qui, depuis le début de la crise, sont les premières victimes de l'intransigeance du pouvoir. ■

La marche dans le Nord du CPLC

Bientôt les 2 millions de chômeurs. A part la Lorraine où toute la région est touchée, les travailleurs par petit nombre viennent grossir les chiffres du chômage. Le chômage s'installe et on s'y habitue. C'est pour rompre ce danger de l'habitude que le Collectif Parisien de Lutte contre le Chômage constitué en juin a organisé une «marche de la jeunesse contre le chômage» dans la région du Nord de la France.

Nous nous sommes constitués sur la base d'un bilan des comités de chômeurs ayant déjà existé.

Combattre le chômage est difficile, car les chômeurs sont isolés, il est difficile de faire prendre en compte ce combat par les syndicats. C'est pourquoi un de nos axe est de briser cet isolement :

• en menant des batailles contre les saisies, coupures (EDF-GDF), afin de faire parler de nous et de montrer qu'il est possible de remporter des succès.

• en rencontrant des travailleurs actifs, car qui est sûr aujourd'hui de préserver son emploi ? Qu'il ne sera pas intérimaire demain ?

Regroupant actifs, chômeurs, et jeunes scolarisés nous avons décidé de traverser la région du Nord, particulièrement touchée par le chômage, de Paris à Boulogne. Notre marche a débuté par des actions sur Paris : intervention aux portes d'ANPE, animation dans le métro. Des chômeurs animant le métro n'est pas chose habituelle. La surprise que cela a causé nous a permis de discuter avec des chômeurs et des actifs à qui nous avons proposé notre marche. Notre liaison avec des chômeurs du Nord nous a permis de rencontrer des syndicalistes et d'être accueillis à chaque étape. Nos arrivées étaient annoncées par tracts ou affiches.

Vendredi 20 juillet : Garges-les-Gonesses

Nous avons choisi de parler du terrain où campent les résidents expulsés du foyer Sonacotra de Garges pour montrer l'unité qui existe entre la lutte contre le chômage et la lutte que toute la classe ouvrière — Français et Immigrés — doit mener contre le racisme et les lois Bonnet-Stoléru. En effet, et nous allions pouvoir le vérifier à plusieurs reprises au cours de notre marche, il est nécessaire de combattre les idées de division selon lesquelles «s'il y a du chômage, c'est la faute des immigrés».

Le soir, à côté d'un feu de camp, un débat s'organise avec le Comité de résidents de Garges : on y discute de la lutte des résidents des foyers Sonacotra, de l'unité à construire entre travailleurs français et immigrés contre le chômage. Un riche débat qui se poursuit jusqu'à une heure avancée de la nuit.

Le lendemain matin, les retardataires arrivent et tout le monde met la dernière main à la décoration des voitures. Et c'est le départ pour Denain.

Samedi 21 juillet : Denain

Nous faisons une entrée remarquée dans la ville avec notre caravane de voitures décorées de mots d'ordre, d'affiches, de hauts parleurs. Prises de parole, chants de lutte, hurlements de sirènes et klaxons se mêlent dans un concert bruyant : on ne passe pas inaperçus. Les travailleurs que nous rencontrons écoutent les interventions, certains même applaudissent ou lèvent le poing à notre passage. Dans cette ville qui est menacée de devenir un désert si Usinor supprime les 5 000 emplois prévus, on sait ce qu'est la solidarité contre le chômage.

Nous allions d'ailleurs nous en rendre compte plus concrètement après avoir effectué une visite d'Usinor guidée par des syndicalistes CFDT et après le débat organisé avec eux. Un débat intéressant, même si parfois certaines idées défaitistes par rapport à la conduite de la lutte semblaient l'emporter. Dommage que la CGT que nous avions invitée ait refusé de venir, cela aurait peut-être permis de mieux comprendre les problèmes de la lutte.

Dimanche 22 juillet : Lievin

Nous sommes accueillis par des mineurs qui nous font visiter le bassin minier, nous retraçant les luttes menées dans le passé et les plans actuels de restructuration. Tous ces puits fermés qui défilent devant nos yeux sont l'illustration concrète de la mort lente du bassin organisée par la bourgeoisie. Au cours de la visite, nous passons dans le quartier des mineurs immigrés. La caravane s'immobilise et un camarade prend la parole à la sono : il explique le sens de notre initiative, dénonce les lois racistes Stoléru-Bonnet et affirme notre soutien à la lutte des résidents du foyer Sonacotra de Garges. Par dizaines, les travailleurs immigrés se rassemblent. Un vrai meeting improvisé. Un mineur immigré se propose spontanément pour traduire l'intervention en arabe. Elle recueille des applaudissements chaleureux, des mots d'ordre sont repris en arabe et en français.

Lundi 23 juillet : Lille

Notre entrée spectaculaire en ville n'est pas du goût de tout le monde : à peine arrivés, nous sommes accueillis par des forces de police qui n'apprécient pas notre musique.

Après une brève occupation de l'ANPE, nous nous rendons dans la rue piétonne du centre-ville. Là, notre groupe musical est à l'ouvrage et se taille un franc succès. De nombreux contacts sont pris, plusieurs viendront d'ailleurs le soir à la réunion que nous organisons.

Le repas du soir et l'hébergement sont offerts par la municipalité. Nous ne manquons pas d'y convier les chômeurs et le «comité d'accueil de la marche» qui s'est constitué à Lille.

Plusieurs dizaines de personnes étaient présentes le soir, des jeunes de *«J'ose»* (journal de jeunes sur la région), des syndicalistes de la CGT-INSEE... Après la présentation d'un montage-diapos sur la lutte des sidérurgistes de Longwy et d'un autre sur l'expérience de *SOS-EMPLOI 19e* dont plusieurs membres se sont associés à notre marche, un échange d'expérience intéressantes à eu lieu.

Un couple de jeunes chômeurs témoigne : le mari a été licencié des mines de charbon en Lorraine, et muté dans la sidérurgie ; il se trouve chômeur à Lille sans aucune issue... même pas l'intérim qui le juge trop vieux. La femme attend un cinquième enfant .

A Lille, les chômeurs ont obtenu les transports gratuits. Des personnes ayant participé à ce collectif décident après les échanges de prendre contact avec les groupes ou individus lillois présents pour engager à nouveau la lutte contre le chômage sur leur ville. Décision est prise par des étudiants de venir nous rejoindre à Roubaix pour filmer notre intervention aux portes de la lainière. Nos projets respectifs étaient d'utiliser l'audio-visuel pour mener la lutte ; nous échangeons nos adresses pour mieux populariser l'un et l'autre les actions menées.

Vendredi 27 et Lundi 28 juillet : Boulogne-sur-Mer

Dernière étape.

Toute l'après-midi de vendredi et le samedi, nous sommes allés de ZUP en ZUP, à la plage, dans une grande partie de la ville. L'hébergement et les repas ont été assurés par la mairie de Boulogne.

Cette ville détient le triste privilège d'être la capitale française du chômage. Il faut venir à Boulogne pour y voir la misère qui frappe les travailleurs. Pas une famille qui n'ait au moins un de ses membres au chômage. Les usines ferment les unes après les autres ; la dernière en date : les APO (Aciéries de Paris-Outraux). Les vacanciers ici sont de la région ou de la banlieue parisienne. Dans les campings, nous avons rencontré des travailleurs d'Usinor-Denain, des mineurs, des ouvriers du textile. Notre passage a été apprécié. Certains viendront au meeting. D'autres auraient pu venir si nous avions fait une petite réunion dans chacun des campings. Nous avons récolté sur le marché de Boulogne 450 francs au cours d'une collecte.

Au meeting de clôture, chaque marcheur a fait le bilan de chacune des étapes de la caravane.

Cette caravane nous a permis de nous rendre compte de ce que peut être le chômage dans une région. Les discussions nombreuses, les témoignages de chômeurs sur leur situation catastrophique. La lutte contre les licenciements de ces travailleurs qui refusent d'aller grossir le nombre de chômeurs. Les rencontres que nous avons eu, à Denain, avec les sidérurgistes, ou à Roubaix à la sortie de l'usine, avaient pour but de faire se rencontrer ces deux catégories de travailleurs qui ne trouvent pas de lieu pour l'effectuer.

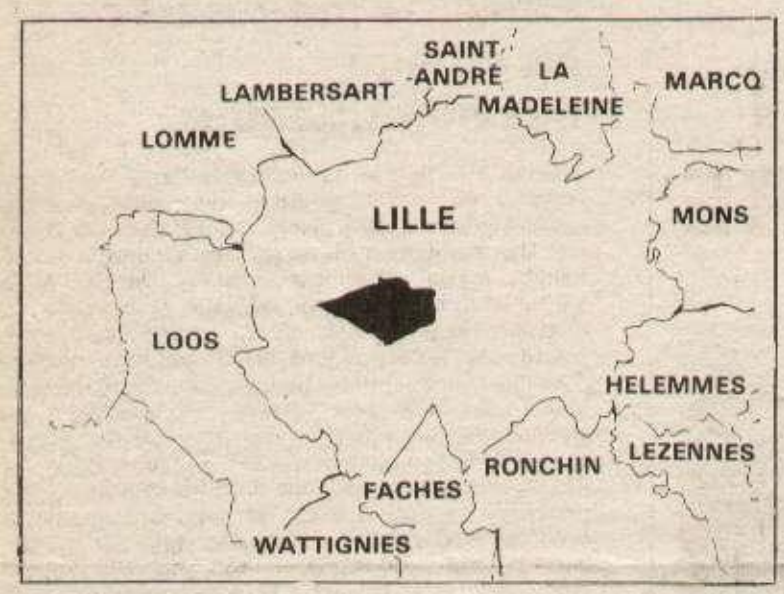
Nous nous sommes rendus compte aussi de certaines divisions qui existent entre les travailleurs, entre les chômeurs. Nous avons rencontré le point de vue selon lequel : *«Si certains travailleurs immigrés partaient, cela donnerait du travail aux Français»*.

Ces travailleurs nous ont fait part de leur «ras-le-bol», de leur refus des divisions syndicales, des luttes de «boutiques», des différents comités de lutte contre le chômage qui s'ignorent dans une même ville. Même si le but de la «marche» n'était pas de créer des regroupements partout, à Lille par exemple (qui a connu une expérience importante de lutte contre le chômage), nous avons contribué à ce que des chômeurs et actifs se regroupent.

L'utilisation de voitures décorées de dessins sur le chômage, de musique au haut-parleur et de groupe musical, de sirènes, de projections de montage diapositives ont contribué à l'accueil chaleureux sans commune mesure avec ce que nous attendions. Les échanges fructueux, la visite de cette région en y rencontrant des travailleurs, ses usines, ses chômeurs ont renforcé le dynamisme des «marcheurs» et la participation de tous y compris ce qui nous rejoint en route.

Une telle initiative, si elle ne peut remplacer le travail contre le chômage dans chaque ville, la lutte des travailleurs contre les licenciements et les divisions, peut constituer une dynamique de discussion, d'interrogations (comme à la Lainière de Roubaix) qui peuvent aider à surmonter les obstacles. Il restera dans l'esprit de nombreux travailleurs de cette région que cet été, des chômeurs sont passés et cela est déjà un premier pas pour sortir de l'isolement.

Correspondance CPLC
Comité parisien



Dans un quartier populaire de Lille la population lutte pour

VIVRE A WAZEMMES

Une enquête de François NOLET

Wazemmes, vieux quartier populaire de Lille, déjà entamé par les pioches des démolisseurs et autres rénovateurs, refuse de se plier aux exigences des promoteurs. Depuis plus de deux ans, la population du quartier et ses associations ont entamé la résistance pour qu'il soit possible aux habitants de continuer à y loger sans subir de hausses de loyers exorbitantes. Les organisations du quartier, l'Atelier populaire d'urbanisme, la CSCV, la Confédération Générale du Logement et le comité de quartier développent des initiatives dont certaines ont commencé à porter leurs fruits.

Le quartier de Wazemmes a poussé dans les années de la révolution industrielle, accueillant des paysans de la campagne française ou belge dont avaient besoin les usines textiles qui se développaient à Lille. Il présentait les caractéristiques des quartiers ouvriers de l'époque : pas d'eau courante à l'intérieur des maisons, les postes d'eau et les WC étaient communs (2 pour 10 logements), et situés à l'extérieur ; chaque pièce était louée à un ouvrier (une petite maison pouvait donc en abriter deux ou trois), pas d'évacuation des eaux usées (celle-ci se faisait au milieu de la rue), multiplicité de petites épiceries pratiquant le crédit. Cette concentration favorisait l'organisation tant syndicale que politique : le quartier fut ainsi un point de forte implantation du parti socialiste (avant le congrès de Tours), puis du PCF dès sa création (ainsi que de la SFIO, qui a longtemps conservé dans le Nord une implantation ouvrière).

DES LOYERS DE MOINS DE 300 FRANCS

De nos jours, le quartier porte la marque de l'époque de sa construction : maisons peu élevées en brique rouge ; nombre de ces habitations sont des courées : poussant la porte d'entrée d'une maison, on pénètre dans une cour autour de laquelle s'organisent deux files de petites maisons mitoyennes. La plupart d'entre elles ne sont pas équipées de douches, mais du moins les loyers sont-ils peu élevés. Pour une petite maison de 2 ou 3 pièces principales, le loyer est inférieur à 300 F, ne dépassant parfois pas les 100 F.

Mais ici et là, la rénovation a avancé, et des immeubles collectifs neufs ont surgi de terre, tranchant avec le tissu du quartier. Et, par endroit, des immeubles anciens sont murés, promis à une démolition prochaine. Pour nombre d'habitants, le relogement est impensable dans les conditions où on le leur propose. Un retraité touchant moins de 1000 F par mois de pension nous dit : *«Je paie 150 F de loyer, on me propose de me reloger à 600 F par mois. Comment voulez-vous que je fasse ?»* Tel est bien l'un des problèmes majeurs de la rénovation pour la population du quartier, composée des couches les plus pauvres de la classe ouvrières : la proportion de chômeurs, d'immigrés, de retraités y est importante.

Un motif d'attachement au quartier est aussi constitué par les liens qui se sont tissés au fil des ans. Wazemmes est un quartier où l'on se connaît : dans les courées, dans les îlots, une solidarité se crée ; il est fréquent, dans les cafés, d'entendre les retraités évoquer des souvenirs du Front populaire. Et le

Le marché, place de la Nouvelle Aventure, que tout le monde appelle place du marché de Wazemmes.

marché est un lieu d'échange qui fait battre le cœur du quartier. Autant de choses qui n'existent pas dans les banlieues inhumaines qui se sont édifiées autour de Lille.

UNE RELEGATION DE LA POPULATION LOIN DU CENTRE

La politique du logement à Lille a suivi les orientations fixées par le gouvernement dans les années 60, visant à éloigner la classe ouvrière du centre des villes pour la reléguer dans des cités-dortoirs à la périphérie. C'est ainsi que le quartier Saint-Sauveur, quartier très populaire, a été rasé et reconstruit pour laisser place à des bureaux et à des logements coûteux. De même, le vieux Lille est en cours de rénovation : les vieilles maisons sont réhabilitées et les loyers grimpent en flèche, l'objectif étant d'en faire un quartier commerçant, conservant un cachet original, mais hors de portée de la bourse des travailleurs. Les locataires ainsi expulsés se voyaient relogés à l'extérieur de Lille, dans des cités-dortoirs dont l'exemple le plus monstrueux est Villeneuve d'Ascq.

La rénovation du quartier de Wazemmes correspondait à la même préoccupation. Déjà ont surgi au milieu du quartier des immeubles collectifs : le loyer minimum en HLM est de 400 F ou 500 F, très supérieur à ce qui se pratique dans les vieilles maisons du quartier. Et la cote mobilière y atteint 1 600 F par an, soit autant que dans le secteur Vauban, qui est un quartier bourgeois.

LA RESISTANCE S'ORGANISE

Lors des premiers travaux, la résistance organisée était faible : seuls les petits commerçants s'opposaient alors de façon structurée aux expropriations. Mais depuis quelques années, notamment à l'initiative de travailleurs sociaux, des comités de rue prenaient vie. Une association pour la promotion des travailleurs étrangers permettait d'associer les travailleurs immigrés à la lutte sur le quartier. Parallèlement, la construction d'immeubles neufs amenait sur le quartier de nouvelles couches de travailleurs, parmi lesquels des militants de la Confédération Syndicale du Cadre de Vie. L'Atelier populaire d'urbanisme se fixe comme objectif de coordonner les initiatives qui se prennent sur le quartier, les luttes des locataires, des petits propriétaires, des petits commerçants.

Il s'agit d'abord d'*«amener la municipalité à rendre publics tous les projets concernant le quartier»* et de *«créer les conditions nécessaires d'organisation pour que les Wazemmois puissent donner leur avis sur ces projets, faire des propositions et participer activement à la concertation»*. L'APU souhaite également *«imposer le maitien de toute la population sur place, dans des conditions décentes et accessibles à tous les salaires. Elle souhaite la rénovation et la réhabilitation rapide du quartier, afin de stopper le phénomène d'exode de la population et de permettre aux petits commerces de proximité de survivre»* (1)

Il s'agit d'abord de maintenir une animation sur le quartier : c'est à cela que correspondait, en mai dernier, la tenue du carnaval de Wazemmes.

A l'occasion de ce carnaval, l'APU et les associations du quartier relogeaient deux familles dans des immeubles inoccupés.

SQUATT NON SAUVAGE

L'une de ces familles vivait à dix personnes dans une courée de deux pièces : elle a été réinstallée dans une maison vide appartenant à la Communauté urbaine de Lille. En juillet, ses occupants et l'APU ont présenté l'appartement à la presse : il est entièrement remis à neuf : désinfection, pose de tuyauteries, plâtrage, peinture, tapisserie. *«Il s'agit de prouver que l'on peut habiter dans de vieilles maisons avec un minimum de frais de rénovation»*. L'ensemble des travaux est revenu à environ 2000 F (coût des matières). Une autre famille a été relogée dans une maison abandonnée depuis un an, et qui était dans un état impeccable.

«Il ne s'agit pas de squatt sauvage», expliquent les occupants. Leur objectif est de faire légaliser cette occupation par le Communauté Urbaine, propriétaire des lieux. Après calcul d'un loyer selon les normes existantes, les occupants en versent le montant ,sur un compte bloqué. La Communauté Urbaine refuse, pour l'instant, de reconnaître ces occupations et vient d'avertir les occupants qu'ils étaient tenus de quitter les lieux *«à la première réquisition»*. Les organisations du quartier entendent ne pas s'arrêter là : elles prévoient de nouveaux squattages.

Parallèlement à ce type d'actions, l'APU envisage d'aider à mettre sur pied des ateliers de production artisanaux dans le quartier : il s'agirait de répondre à des besoins de la population en matière de services et de contribuer à maintenir sur place une population ouvrière pour une bonne part touchée par le chômage.

QUELLES PERSPECTIVES ?

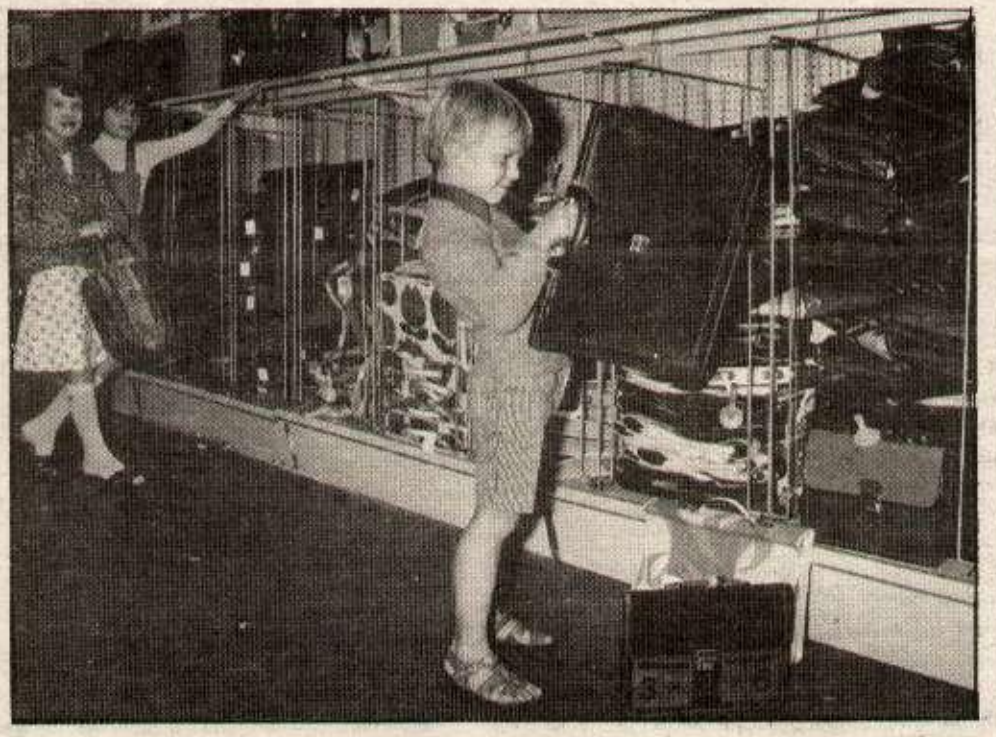
La politique de rénovation à mettre en place suscite des tensions entre la ville de Lille et la Communauté Urbaine ; au sein même de la municipalité, l'unanimité ne se fait pas sur la ligne à suivre. La municipalité, craignant sans doute qu'une politique d'expulsions massives n'indispose une partie de son électorat, a procédé par touches successives. L'aménagement du quartier s'est fait dans le cadre d'une ZAD (zone d'aménagement différé) qui permet de procéder à un aménagement progressif. Mais, en raison de la multiplicité des petits propriétaires, l'opération de rachat est coûteuse, ce qui a amené la municipalité à retirer certaines parties du quartier de la ZAD. Le nouveau plan d'occupation des sols entérine la suppression de la ZAD.

Aujourd'hui, la municipalité déclare en avoir terminé avec les grands travaux, et promet de ne plus démolir, mais d'aménager des maisons anciennes. Ainsi, dans le secteur Nord de Wazemmes, une quinzaine de maisons anciennes doivent être transformées en «maisons urbaines» respectant les proportions du quartier.

Encore tout n'est-il pas clair dans ces projets : selon une étude menée par la municipalité, il faudrait probablement détruire certaines de ces maisons et les reconstruire à neuf, ce qui augmenterait d'autant le montant des futurs loyers. Les associations du quartier exigent que le projet soit porté à la connaissance de la population, et que ne soit pas remis en cause le principe de la réhabilitation légère. l'APU vient d'obtenir de la Maison de la Nature et de l'Environnement une bourse pour rémunérer deux architectes et un juriste, ce qui lui permettra de présenter ses propres conclusions sur l'aménagement du quartier.

(1) Ces citations sont extraites du journal édité par l'APU et le comite de quartier «Vivre à Wazemmes», 37, rue des Sarrazins Lille. Tél. (20) 57—68—18.

FORTE HAUSSE DU COUT DE LA RENTREE SCOLAIRE



Pas plus que les années précédentes, l'égalité des chances ne sera dans les cartables des écoliers à la rentrée. En revanche, leur contenu sera nettement plus cher que l'an passé. Comme elle en a l'habitude la Confédération Syndicale des Familles (CSF) a établi le coût de la rentrée 1979 pour les familles (1) ; globalement elle est en hausse de 13% sur celle de 1978, 11% entre 1977 et 1978, une hausse largement supérieure à celle de l'indice des prix calculés pa l'INSEE (10,6%).

Ce sont les fournitures notamment les petits articles de papeterie qui ont fait le bond le plus net avec 15%. Mais le budget rentrée intègre bien sûr d'autres éléments tels que l'habillement, le matériel d'atelier (les dépenses allant de 208 à 784 F), etc.

Si l'on entre plus dans le détail, on arrive selon la CSF à des chiffres différenciés selon les types de classes. Par exemple, l'entrée en sixième se monte à 778 F en moyenne ; en quatrième, 799 F. A noter que si cette année les livres sont gratuits dans cette classe, le ministère n'a prévu aucune subvention pour l'acaht du livre de la deuxième matière optionnelle à laquelle les élèves ont théoriquement droit. Sans parler des achats supplémentaires du type dictionnaires ou cahiers d'exercices souvent demandés à la rentrée. Comme l'entrée en première année de CAP dans une section industrielle, l'entrée en seconde dépasse les 1000 F. Le sommet est atteint avec la seconde technique T1 : plus de 1900 F !

Dans les classes du secondaire non concernées par la gratuité des livres, ce type de dépense chiffre vite : 350 F en seconde par exemple. De plus la libération du prix des livres a été décidée le 1er juillet dernier ; même si tous les prix n'ont pas pu être révisés, certains ouvrages connaissent des disparités de prix considérables : ainsi le Lagarde et Michard se vend à Paris entre 21,60 F et 27 F...

Dans le primaire, la rentrée est bien sûr moins coûteuse, mais de 106 F en maternelle on passe vite à plus du double — 258 F pour l'entrée en cours moyen 2ème année. (2).

Ajoutés à la hausse générale des prix, les frais de rentrée scolaire vont donc peser lourd dans le budget des familles populaires ; l'allocation de rentrée scolaire versée par les caisses d'allocations familiales pour les enfants âgés de six à seize ans n'a été portée cette année qu'à 400 F et est assortie de limites sérieuses : ainsi, pour un enfant, il faut que les ressources mensuelles ne dépassent pas 3343 F. Quant aux bourses, les conditions sont plus draconiennes encore : une famille de trois enfants ne doit pas gagner plus de 2541 F net par mois, si l'enfant entre en sixième...

C.A.

(1) *Ce chiffrage tient compte des frais réels de la rentrée précédente, d'un sondage dans le commerce de détail effectué pendant la seconde quinzaine d'août et des chiffres de l'INSEE.*

(2) *La Confédération syndicale du cadre de vie (CSCV) donne de son côté les chiffres suivants : 103,45 F en moyenne pour la rentrée dans le primaire, 829,88 F dans le secondaire ; 1172,93 F en LEP ; 1062,20 F en lycée (1e année). La hausse moyenne s'établissant à 15 % par rapport à 1978.*

• Paris : la pré-rentrée du comité des non-titulaires

Lundi à la Bourse du Travail de Paris, près d'une centaine de maîtres-auxiliaires ont participé à un rassemblement appelé par le Comité des non-titulaires. Des membres d'autres comités comme Tours ou Poitiers étaient également présents. Décidés à se battre pour leur réemploi, les M.A. ont décidé de participer à la journée de pré-rentrée dans leurs anciens établissements pour faire savoir qu'ils ne sont pas réemployés. Cette journée doit permettre de réunir une Assemblée générale des personnels de chaque établissement pour examiner tous les problèmes d'emploi, toutes les mauvaises conditions de travail, et pour mobiliser les différentes catégories de personnel en liaison avec les sections syndicales. D'autres actions seront envisagées après un premier bilan de ces actions ; pour cela, une réunion est organisée par le Comité des non-titulaires, samedi 14 h 30, à la Bourse du Travail.

• Radios libres : sous la menace

Devant les jeunes militants giscardiens rasemblés au campus de Saint-Pol de Léon, le premier ministre vient de faire de nouvelles et dures déclarations à propos des radios libres :*«Je suis partisan du monopole d'Etat de la radio télévision et opposé à la multiplication des radios locales, germe puissant d'anarchie. Le monopole ne doit pas être conçu comme un endoctrinement, ni comme une mainmise sur l'information. Ce qu'on appelle liberté par opposition au monopole, c'est la multiplication des radios locales. Je suis, pour des raisons tenant à l'unité de la France et à sa cohésion, opposé aux radios locales. Le gouvernement a d'ailleurs déjà pris position à ce sujet... Il y a une action régionale de l'information assurée par* FR 3, *ce cadre pourrait être plus largement utilisé »* déclarait Raymond Barre, avec le sérieux qu'on lui connaît...

Dans le même temps, après deux moins d'interruption cet été, Radio Verte Fessenheim reprenait ses émissions, pour la troisième année consécutive, avec deux émissions par semaine, l'une le vendredi soir à 19 h 45, l'autre le dimanche matin à 11 heures. Elle invite toute personne désireuse de communiquer des informations ou de participer à une émission à prendre contact avec l'équipe (Gilles Gay, bâtiment B, rue des Tulipes, Gertsheim, 67150 Erstein)... RVF, qui a connu de très nombreuses interventions de la police, avec hélicoptères et bouclage de la vallée, émet aujourd'hui sur 13 émetteurs disséminés et fonctionnant simultanément, ce qui lui évite assez largement le brouillage par TDF. Mais pour la plupart des radios libres, la situation est plus difficile.

Sur la région parisienne, le problème de la répression est préoccupant : les procès de Radio 93, de Radio Mlac (3 inculpations) et de Radio Aventure étaient entre autres à l'ordre du jour de l'assemblée générale des radios libres parisiennes, lundi soir. C'est un partout un des thèmes débattus dans le cadre de la préparation de la réunion internationale des radios libres, les 29 et 30 septembre à Longwy. Nous y reviendrons.

RADIO MLAC : LES TECHNICIENS N'IRONT PAS CHEZ LE JUGE

Les deux techniciens qui avaient assuré la maintenance technique de l'émission de Radio MLA (Mouvement pour la Libération de l'Avortement et de la Contraception) ont refusé de se rendre à la convocation du juge d'instruction.

Les deux techniciens de Radio 93 qui avaient diffusé l'émission du PS (Radio-Riposte) avaient adopté la même attitude.

LICENCIEMENT REFUSÉ A *L'AURORE*

Le PDG de *L'Aurore* voulait licencier Claude Prunier, délégué syndical du Syndicat National des Journalistes (SNJ). L'inspection du travail a annoncé qu'elle s'opposait à cette décision. Le PDG, Pierre Janrot, affirmait reprocher au journaliste d'avoir diffusé des informations internes au CE.

Nouveau titre aux éditions Alain Moreau ?...

...DOSSIER B... COMME BAVURE

«Les violences auraient pu être évitées si A. Moreau avait immédiatement accepté de dire qu'il était éditeur» a indiqué la préfecture de police, après les brutalités commises à l'encontre de l'éditeur parisien et de 7 autres personnes par des flics, vendredi après-midi, dans les nouveaux locaux des Editions A. Moreau.

Celles-ci, connues par la publication de nombreux dossiers tels *«D... comme Drogue»* ou *«B... comme Barbouze»*, avait déjà eu de nombreux démêlés avec le pouvoir, des procès ou des titres saisis.

Rappelons les faits : vendredi, dans les nouveaux locaux de l'éditeur, des vieux papiers brûlent dans la cour. Les personnes présentes sont en habit de travail. Un voisin s'est plaint du feu. Un flic en mobylette se présente chez l'éditeur et lui demande ses papiers. Refus d'A. Moreau, estimant *«qu'il était dans sa propre maison»*. Quelques minutes plus tard, une escouade de flics se pointe, bouscule et frappe les personnes présentes. Bilan : 8 arrêts de travail de 3 à 9 jours leur seront délivrés à l'hôpital ! Le commissaire ordonne de passer les menottes à l'éditeur qui ne se laisse pas faire. Dès lors, les flics se déchaînent, embarquent le frère et le neveu de l'éditeur, ainsi qu'un ouvrier et, scénario désormais classique, le tabassage commencé dans le fourgon se poursuit au commissariat de la rue de Rivoli.

Lundi, l'éditeur Alain Moreau nous expliquait que 8 plaintes allaient être déposées ce mardi, avec constitution de partie civile chez le doyen des juges d'instruction. L'éditeur ajoutait : *«Dans ce quartier, les expulsions sont quotidiennes. Ce commissariat de la rue de Rivoli n'est pas neutre... Il y a un sentiment d'impunité pour la police. Surtout ceux du quartier Saint-Paul, car ce sont des spécialistes de l'expulsion. Ce sont eux qui ont fait des expulsions violentes, et ils ont souvent affaire à des petites gens qui n'ont pas de moyens, qui ont peur... Pour eux, c'est l'entrainement, l'habitude... ils se sentent protégés, ils sentent qu'il ne peut rien leur arriver...»*

C'est pourquoi A. Moreau, en refusant de décliner sa profession d'éditeur, estime que son geste dans ce quartier *«peut avoir une valeur exemplaire»*.

• 2 crimes...

A cause d'une petite altercation à un carrefour dans la Drôme, un automobiliste a tiré un coup de fusil contre un autre véhicule. Un ouvrier marocain El Boukhari Miloudi y perdu la vie.

Simple dispute qui se termine mal comme on en voit assez souvent dans les journaux ?

Il est difficile de penser que la campagne raciste actuelle n'y est pour rien.

La veille, un ouvrier de 41 ans, intérimaire en mission à l'Union Industrielle d'Entreprise (UIE) à Cherbourg est tombé avec un tube de trois tonnes que la grue «aurait dû» continuer à soutenir. Plus de 600 de ses camarades ont manifesté vers la sous-préfecture et ont fait grève lundi. Dans le groupe, on dénombre un accident mortel par an, un tous les deux ans à Cherbourg...

La moitié des ouvriers de l'entreprise sont intérimaires...

COMMISSARIAT DE MONTELIMAR ASSIEGÉ

Une trentaine de jeunes de Montélimar dans la Drôme n'ont pas apprécié que la maréchaussée s'empare de trois de leurs camarades au cours d'un bal dimanche soir. Ils ont décidé de les arracher des mains de la police et pour ce faire ont entrepris le siège du commissariat, qu'ils ont copieusement arrosé de projectiles divers. Au bout de 30 à 45 minutes, les renforts de police ont eu raison d'eux. Cinq jeunes — des loubards, dit la police — devaient être transférés mardi devant la justice.

3 septembre 1939 : le monde entre en guerre

Par Nicolas DUVALLOIS

Il y a tout juste quarante ans, le 3 septembre 1939, les gouvernements français et anglais déclaraient la guerre à l'Allemagne, ouvrant ainsi officiellement la seconde guerre mondiale, une guerre qui ne devait trouver son terme que le 2 septembre 1945 avec la capitulation japonaise.

A vrai dire, l'acte formel de déclaration de guerre ne surprit personne. Depuis de longs mois, les nuages s'amoncelaient sur l'Europe, rendant l'affrontement inéluctable. Les objectifs d'Hitler étaient connus depuis longtemps : que ce soit dans *Mein Kampf*, dans ses discours électoraux des années 30, et plus encore dans les multiples meetings et déclarations officielles du IIIe Reich, il n'avait pas fait mystère de sa volonté de remettre en cause le traité de Versailles, où les puissances impérialistes s'étaient partagées le monde au détriment du vaincu de 1918, l'impérialisme allemand. C'est en fonction de ces objectifs que les grands capitalistes avaient largement contribué à l'accession de Hitler au pouvoir, en 1933.

Toutes les conditions de la guerre étaient déjà réunies un an plus tôt, en août-septembre 1938. Mais les gouvernements anglais et français avaient capitulé devant les exigences hitlériennes, lors des accords de Munich. Loin d'éviter la guerre, ces accords ont au contraire permis à l'Allemange nazie d'avancer plus encore dans ses prétentions, d'annexer la Tchécoslovaquie, et de mieux se préparer à une attaque contre la Pologne d'abord, contre la France ensuite. Profitant aussi de la capitulation de Munich, les troupes fascistes de Mussolini envahissaient l'Albanie en avril 1939. Dans son fond, la capitulation de Munich ne provient pas d'une méconnaissance des ambitions nazies : simplement, une donnée nouvelle était apparue dans la situation internationale avec l'existence du premier état socialiste, l'Union Soviétique. Après avoir échoué dans leurs tentatives d'écraser le jeune Etat socialiste dès sa naissance, les impérialistes ne s'étaient jamais vraiment résignés à son existence. Dans de très larges secteurs des bourgeoisies anglaise et française, on a pensé jusqu'au bout que le bellicisme hitlérien pouvait être retourné contre l'URSS. Ainsi s'explique Munich, mais aussi, on va le voir, la «drôle de guerre», cette période qui s'étale de la déclaration de guerre en septembre 1939 à l'offensive allemande de mai 1940.

(1)

De Munich à la guerre

Dans notre édition de demain :
La drôle de guerre

DE MUNICH A LA GUERRE

Proclamer haut et fort sa volonté de paix, tout en progressant petit à petit, telle est la tactique hitlérienne dans sa politique belliciste. A vrai dire, il spécule, avec succès, sur la faiblesse des autres puissances impérialistes, et sur leurs sentiments anticommunistes, qui les amènent à considérer l'URSS socialiste comme un adversaire au moins aussi important que l'Allemagne nazie

LES TROIS COUPS SONT FRAPPES

En août 1934, en violation du Traité de Versailles, Hitler décide le réarmement à grande échelle de l'Allemagne : aucune réaction des Anglais et des Français, si ce n'est que l'Angleterre augmente ses livraisons de minerai de fer au Reich, favorisant ainsi le réarmement. Le 7 mars 1936, trois bataillons allemands occupent la zone démilitarisée de Rhénanie : les puissances occidentales hésitent, puis décident de fermer les yeux à la seule vue de cette déclaration de Hitler prenant l'engagement *«de lutter plus que jamais pour l'établissement d'une entente entre les peuples d'Europe, surtout avec nos voisins occidentaux»*. Le terme de «détente» entre dans le langage diplomatique, alors même qu'un politicien compétent, le pape Pie XI, déclare à l'ambassadeur de France : *«Si vous aviez tout de suite fait avancer 200 000 hommes dans la zone réoccupée par les Allemands, vous auriez rendu un immense service à tout le monde»*.

Dès la fin de 1936, fascistes allemands et italiens interviennent officiellement aux côtés de Franco en Espagne : le gouvernement français «pratique» la «non-intervention», tandis que l'Angleterre se réjouit ouvertement des reculs des Républicains, des «rouges». Le 14 mars 1938, les troupes nazies envahissent l'Autriche, qu'elles transforment en province du Reich. Au traité de Saint-Germain, au lendemain de la 1ère guerre mondiale, la France et la Grande-Bretagne s'étaient portées garantes de l'indépendance autrichienne ; pourtant, Chamberlain, le Premier ministre britannique, explique en mars 1938 que *«la Grande-Bretagne n'a aucune obligation à sauvegarder l'indépendance de l'Autriche, car on ne doit pas faire croire aux Etats, petits et faibles, qu'ils peuvent obtenir un soutien pour résister à tout agresseur»*. Hitler peut poursuivre en toute impunité ses plans annexionnistes.

LE CHIFFON DE MUNICH

La conférence de Munich, les 29 et 30 septembre 1938, participe du même processus. Hitler, Mussolini, Daladier et Chamberlain discutent de la Tchécoslovaquie, dont les Allemands revendiquent une large partie, le territoire des Sudètes. Face aux menaces fascistes, Daladier et Chamberlain capitulent complètement, allant même jusqu'à se porter volontaires pour contrôler le départ des troupes tchécoslovaques d'une partie de leur territoire ! Le 30 septembre, la Grande-Bretagne et l'Allemagne signent une déclaration de non-agression mutuelle, qui sera reproduite le 6 décembre avec la France.

Le calcul franco-anglais était évident : les deux Etats cherchaient à pousser Hitler vers l'Est vers l'Union Soviétique. En réalité, si Hitler a bien la volonté d'agresser l'URSS, il a aussi la volonté de repartager le monde au profit de l'impérialisme allemand ; de plus, il sait bien que pour écraser l'Etat socialiste, il doit d'abord bénéficier du potentiel industriel-et technologique de pays occidentaux comme la France.

Victime directe de ce qu'il faut bien appeler un complot contre les peuples, la Tchécoslovaquie dut céder un tiers de son territoire. Progressivement, utilisant divers stratagèmes «légaux» et autres, l'Allemagne en vint à envahir totalement la Tchécoslovaquie, dont les nouvelles frontières avaient pourtant — une fois de plus — été «garanties» par la Grande-Bretagne et la France. Aussitôt après, Hitler s'empara de la ville lituanienne de Memel, avant de formuler ses exigences sur la Pologne.

Le traité de Munich n'avait été qu'un chiffon de papier.

LE REFUS DU FRONT ANTIFASCISTE

En ces mois précédant l'été 1939, le problème posé aux imrialistes anglais et français est le suivant : ou bien ils répondent à l'appel de l'Union Soviétique pour créer un front antifasciste susceptible de mettre un coup d'arrêt aux ambitions de Hitler, ou bien ils continuent la «politique de détente», dont tous les faits montrent qu'elle ne profite qu'aux nazis. Pendant un temps, les bourgeoisies donnent l'impression de n'avoir pas choisi : ainsi, alors même que des négociations secrètes se déroulent entre la Grande-Bretagne et l'Allemagne, d'autres négociations s'ouvrent à Moscou, en mars 1939. Les propositions initiales des occidentaux sont d'un parfait cynisme : ils demandent à l'URSS de s'engager à intervenir en cas d'agression de la France, mais refusent que la réciproque soit vraie ! Chamberlain refuse de se rendre à Moscou pour débloquer les négociations. Et quand malgré tout s'ouvrent parallèlement les discussions militaires, Anglais et Français n'y envoient que des officiers de second rang, pas même habilités à négocier avec la direction de l'Armée Rouge. Anecdote significative de la volonté de retarder les négociations : alors même qu'il fallait quelques heures pour se rendre à Moscou en avion, les officiers anglais et français prirent... le paquebot ! Un dernier exemple établit la volonté des occidentaux de ne pas s'engager aux côtés de l'URSS : alors que celle-ci proposait, dans le cas où un pays signataire de l'éventuel pacte serait agressé, d'envoyer au front la quasi-totalité de ses forces, les Anglais affirmèrent quant à eux ne pouvoir fournir que... 5 divisions d'infanterie et une division mécanisée.

LE PACTE DE NON-AGRESSION GERMANO-SOVIETIQUE

Le pacte de non-agression entre l'Union Soviétique et l'Allemagne, signé le 23 août 1939, fit l'effet d'une bombe, d'autant plus que les esprits n'y étaient pas préparés : ce n'est en effet que le 19 août que des négociations politiques s'ouvrirent entre Soviétiques et Allemands. La signature d'un tel pacte s'inscrivait pourtant directement dans l'évolution de la situation, telle qu'elle s'était dessinée au cours de cette année 1939. D'une part, l'affrontement entre les puissances impérialistes, Allemagne et Italie d'un côté, France et Grande-Bretagne de l'autre, était inéluctable. Le traité de Versailles de 1919 portait en lui-même cette inéluctabilité. D'autre part, les occidentaux avaient de fait refusé l'unité antifasciste que leur proposait l'URSS. Dès lors, il ne restait plus à l'Union Soviétique qu'à tenter d'éviter un affrontement immédiat, qui se serait présenté dans des conditions extrêmement défavorables, tant du point de vue des capacités militaires que du point de vue de l'environnement international. Pour autant, l'URSS, en signant le pacte, ne se faisait pas d'illusion sur la volonté agressive de l'Allemagne nazie, ce qui allait être confirmé deux ans plus tard.

Les dernières actions diplomatiques terminées, les événements s'accélèrent. Créant délibérément un incident, les Allemands pénètrent le 1er septembre en Pologne. Le 2 septembre, le gouvernement Daladier fait voter les crédits de guerre. Le 3 septembre, à la suite de la Grande-Bretagne, la France déclare la guerre à l'Allemagne.

Un an après Munich, la deuxième guerre mondiale était commencée, une guerre dont on s'accorde à dire qu'elle n'a pas fait moins de 50 millions de morts.

La Havane

L'OFFENSIVE PRO-SOVIETIQUE EN BUTTE A LA RESISTANCE DES NON-ALIGNES

Le sommet des chefs d'Etat du mouvement non-aligné qui vient de s'achever à La Havane a été le théâtre d'un important débat sur les orientations générales du mouvement, ainsi que sur plusieurs points de la situation internationale. Dans bien des cas, on a présenté ce débat comme une sorte d'affrontement personnel entre Tito et Castro, ou bien une lutte opposant des «progressistes» qui, avec Castro, auraient été les plus durs contre l'impérialisme, à des «modérés», comme si le refus de l'alignement sur l'URSS signifiait automatiquement la soumission aux intérêts impérialistes occidentaux.

En réalité, le débat a mis aux prises les partisans de l'alignements sur l'URSS à ceux qui refusent de se laisser enfermer dans ce dilemme et s'opposent aux entreprises des deux superpuissances. Sans prétendre faire ici le bilan du Sommet de La Havane, on peut déjà en cerner certaines données.

L'URSS est-elle, oui ou non, «l'alliée naturelle» du mouvement des Non-alignés : tel était bien le fond du débat d'orientation qui s'est déroulé à la Conférence de La Havane. Déjà en 1973, Brejnev lui-même avait écrit au président de la Conférence pour s'opposer à la notion, défendue par le mouvement, de la division du monde entre «riches et pauvres» et à la condamnation de l'hégémonisme qui mettaient en cause l'URSS. Mais c'est à l'intérieur du mouvement qu'il trouva des avocats extrêmement actifs avec Cuba puis, de plus en plus, le Vietnam. En même temps qu'ils pratiquaient une politique d'intervention en Asie et en Afrique en collusion avec le social-impérialisme, Cuba et le Vietnam commençaient une campagne pour dénaturer et transformer les principes du non-alignement. A la conférence d'Alger, Castro avait déclaré qu'il n'y avait dans le monde qu'un seul impérialisme, l'impérialisme américain, et a attaqué les pays qui s'opposaient à l'hégémonisme soviétique.

Dans les différentes instances du mouvement, les tenants de l'alignement sur l'URSS ont poursuivi cette campagne en faveur de *«l'allié naturel»*, utilisant en outre la classification entre *«progressistes»* et *«conservateurs»* pour intimider leurs contradicteurs. En ceci, ils rejoignaient les adversaires du mouvement, ceux qui nient la réalité politique du mouvement du Tiers Monde et son développement dans l'opposition aux divers impérialismes.

Cuba et le Vietnam, alors même que leurs interventions extérieures contre des peuples les exposaient à se voir dénoncés, tentèrent de passer à l'offensive, notamment en juin dernier, à la conférence ministérielle de Colombo qui préparait le sommet de La Havane. Le délégué vietnamien, Nguyen Co Tach, déclarait alors que *«rester en dehors des blocs n'est pas le but ultime du mouvement»* et qu'*«il faut tendre à s'unir avec les pays, hors du mouvement des Non-alignés, qui en soutiennent les nobles objectifs contre l'impérialisme et le colonialisme»*. Mais la majorité des pays repoussa les propositions de ce genre, insistant sur la nécessité pour le mouvement *«de rester une force spirituelle, politique et économique indépendante»*.

Néanmoins, le gouvernement cubain, chargé de préparer un projet de document pour le Sommet de La Havane, devait revenir à la charge pendant les semaines précédant cette réunion. Le projet en question réintroduisait l'idée de *«camp socialiste»*. De plus, il donnait de la participation aux alliances militaires une définition suffisamment restrictive pour qu'elle ne s'applique pas aux traités militaires passés par l'URSS avec Cuba et le Vietnam. Castro a envoyé une trentaine de délégations dans différents pays pour tenter de faire passer son projet.

Dès sa publication, le projet cubain a été l'objet de nombreuses critiques et de nombreuses propositions d'amendement. Dans la lutte pour défendre les principes du non-alignement, la Yougoslavie et la Corée notamment, ont joué un rôle particulièrement actif. Le 15 août, dans une interview au journal *Borba*, le président Tito déclarait que le mouvement *«ne saurait être la courroie de transmission ou la réserve d'un bloc quelconque.»* Au mois de juillet, dans une déclaration conjointe du CC du Parti du Travail et du Comité populaire central de Corée, les dirigeants coréens, qui mènent la lutte contre l'occupation américaine du Sud de la Corée, réaffirmaient les principes du non-alignement dans des termes assez analogues. A la suite de cette riposte, il semble que de nombreux gouvernements qui, hostiles aux manœuvres cubaines, envisageaient d'abord de boycotter la conférence, ont finalement décidé de venir à La Havane pour y soutenir l'indépendance du mouvement des Non-Alignés vis-à-vis des superpuissances.

Au cours de la conférence, Castro a tenté de jouer au maximum sur tous les avantages que lui conférait la présidence, poste tournant revenant cette année, de droit, à Cuba. Il l'a fait en utilisant tous les artifices de la procédure et les grands moyens de propagande. Avec Pham Van Dong, Castro a marqué des points auprès de certains Etats du Tiers Monde nouvellement indépendants. Pour ceux-ci, qui pour s'émanciper ont du affronter l'impérialisme américain ou les impérialismes occidentaux, les liens établis au cours de la lutte de libération pèsent et le prestige du Vietnam et de Cuba, acquis sur la base de leur passé anti-impérialiste, conserve encore une certaine réalité.

Face à la virulence cubaine, le discours de Tito a constitué une défense nette et ferme du non-alignement, tout en faisant le maximum pour préserver l'unité du mouvement : c'est ce souci qui a été présenté par certains journalistes occidentaux comme une attitude «modérée». Nombre d'observateurs, au vu des déclarations tonitruantes de Castro et de ses alliés en assemblée générale, en ont conclu un peu rapidement à la victoire des thèses cubaines, ils ont du rectifier peu à peu.

En effet, le travail d'élaboration des textes dans les commissions a donné lieu à des discussions très serrées, à des débats acharnés. Et le document final est un texte de compromis : comment pourrait-il en être autrement, étant donné qu'il doit être adopté par consensus et non pas à la majorité. Il redéfinit les principes historiques du non-alignement, mentionnant aussi bien l'impérialisme que *«toute forme d'agression, d'occupation, de domination, d'ingérence ou d'hégémonie étrangère»*. Toutefois, il y est affirmé que *«le discours inaugural de Fidel Castro constitue un apport historique à la définition des objectifs du mouvement»*. Ce balancement est significatif de l'impression de match nul qui semble se dégager de la Conférence. Il faut en tout cas se méfier des jugements hâtifs ne reposant que sur des vagues impressions. Par exemple, l'argument selon lequel Castro aurait l'avantage parce que le document final ne dénonce pas nommément l'URSS ne vaut pas. En effet, les textes des sommets précédents, même quand ils entraient de fait en contradiction avec la politique soviétique, ne mentionnaient pas celle-ci en clair. C'est que dans les vingt ans d'existence du mouvement non-aligné, les pays qui en sont membres ont eu principalement pour cible l'impérialisme américain et n'ont pas encore mesuré dans toute son ampleur l'importance du danger représenté par l'autre superpuissance.

A la conférence de La Havane, le mouvement a donc du faire face à une offensive prosoviétique sans précédent. Il a résisté, mais la lutte ne fait que commencer, d'autant que Castro va poursuivre ses manœuvres, notamment en profitant de sa présidence du mouvement pour trois ans. Le mouvement devra donc redoubler de vigilance contre une offensive soviétique destinée à le détruire de l'intérieur.

J.P. CHAMPAGNY

Tito face à Pham Van Dong lors du sommet de La Havane.

LA QUESTION DE L'EXCLUSION DE L'EGYPTE

Le document final de la conférence condamne très nettement les Accords de Camp David et le traité Begin-Sadate. Il *«reconnaît les droits du peuple palestinien à son autodétermination et à l'établissement d'un Etat indépendant en Palestine.»* Le document reconnaît l'OLP comme unique représentant du peuple palestinien. Ces positions étaient celles du mouvement, mis à part certains pays africains qui se refusent à condamner le traité Begin-Sadate.

Cette condamnation étant acquise, la question de l'attitude vis-à-vis de la présence de l'Egypte dans le mouvement restait à discuter. Les pays arabes ainsi que l'OLP demandaient une sanction analogue à celle prise par la Ligue Arabe, c'est-à-dire l'exclusion de l'Egypte. D'autres pays, tels la Yougoslavie et la République Populaire et Démocratique de Corée, estimaient qu'une telle mesure n'était pas appropriée. Ils estimaient qu'elle contribuerait à rejeter plus encore l'Egypte vers les Etats-Unis.

Finalement, le sommet, dans sa déclaration finale, mentionne cette proposition sans conclure et confie l'étude de cette question au bureau de coordination, qui devra présenter un rapport à ce sujet à la prochaine conférence ministérielle.

LA QUESTION DE LA REPRESENTATION DU CAMBODGE

La question de la représentation du Cambodge a occupé une large place dans les débats de la Conférence de La Havane. Il s'agissait de savoir si le gouvernement du Kampuchéa démocratique allait conserver son siège ou s'il allait être remplacé par les représentants du régime de Heng Samrin installé à Phnom Penh par les troupes vietnamiennes.

A la conférence de Colombo en juin, le Vietnam, Cuba et les autres alliés de l'URSS avaient mené une intense campagne pour faire attribuer le siège du Cambodge au régime fantoche. Cette proposition avait été repoussée par de nombreux pays dont la Yougoslavie, les pays du Sud-Est asiatique, l'Inde. A une très large majorité, le bureau de coordination, puis la Conférence ministérielle avaient décidé que le Kampuchéa démocratique devait conserver son siège, sans toutefois qu'il puisse disposer du droit de parole à Colombo. Il avait été convenu, en ce qui concerne la Conférence de La Havane, que ce serait le sommet des chefs d'Etat qui trancherait. Cuba, en tant que pays hôte, ne devait normalement faire pression ni dans un sens ni dans un autre.

Bien sûr, ce ne fut pas le cas : dans différents communiqués de presse, au mois d'août, le gouvernement de Castro mettait déjà en avant la représentativité de Heng Samrin. Dans une réunion à l'ONU le 18 août, plusieurs délégués (Indonésie, Singapour, Malaisie, Yougoslavie, Mali, Somalie) prenaient à partie le représentant cubain. Celui-ci devait alors publier une mise au point où il était précisé que Cuba ne devait prendre aucune décision à ce sujet.

Cela n'a pas empmêché Castro de continuer ses manœuvres : à la veille de la conférence, contraint de recevoir la délégation du Kampuchéa démocratique sur le territoire cubain, il la mit presque en résidence surveillée, loin de la capitale, tandis que la délégation des fantoches de Hanoï était reçue très officiellement à La Havane et multipliait les conférences de presse.

Le problème a donc été à nouveau posé à la conférence ministérielle précédant immédiatement le sommet des chefs d'Etat du 28 août au 3 septembre. Les prises de position en faveur de la politique vietnamienne ont bénéficié du renfort de certains pays, s'éloignant à travers cette question de la politique de non-alignement qu'ils avaient pu observer dans le passé (Mozambique, Madagascar...).

La représentation du Cambodge a donc été à nouveau renvoyée au sommet lui-même qui, faute d'un consensus permettant de prendre une décision, a finalement laissé vide le siège du Cambodge à La Havane. Il faut cependant préciser que cette mesure ne sanctionne pas l'exclusion du Kampuchéa démocratique : en effet, la question devra être à nouveau réexaminée au cours des prochaines réunions du mouvement. En fait, il semble que le Vietnam et Cuba aient réuni une vingtaine de voix en faveur d'Heng Samrin, tandis que vingt-sept se déclaraient pour la représentativité du Kampuchéa démocratique. Tous les autres pays, soit se prononçaient pour la «chaise vide», soit s'abstenaient.

On constate ainsi une érosion de la majorité qui s'était dégagée à Colombo, en juin dernier, pour le maintien du Kampuchéa démocratique. La virulence de l'offensive cubaine et ses différentes manœuvres ont pesé sur les prises de position, cependant que cette offensive exploitait la situation présente : l'âpreté du combat que la résistance au Cambodge doit mener, et certains échecs qu'ont pu rencontrer ces derniers temps les tentatives d'union de toutes les forces patriotiques, dont Sihanouk, qui se déclarait récemment en faveur de la «chaise vide» pour la représentation actuelle du Cambodge dans les instances internationales. Il est évident que des progrès vers l'unité des différentes forces patriotiques pourraient permettre à l'avenir un réexamen de la question du Cambodge dans de meilleures conditions.

le quotidien du peuple

ZIMBABWE :

QUATRIEME CONFERENCE EN QUATRE ANS

A la veille de la réunion, Muzorewa lance un raid meurtrier contre le Mozambique

La conférence constitutionnelle sur le Zimbabwe s'est ouverte lundi à Londres sous la présidence du ministre des Affaires Etrangères de Margaret Thatcher, Lord Carrington. Elle réunit d'une part des représentants du régime raciste-fantoche, notamment Smith et Muzorewa et d'autre part les dirigeants du Front Patriotique Nkomo et Mugabe ainsi que des représentants des pays de première ligne qui les soutiennent. Il s'agit depuis 1976 de la quatrième conférence organisée sur ce problème par les Occidentaux.

MARGARET TATCHER AU PIED DU MUR

Paradoxe en apparence, Margaret Tatcher qui au cours de sa campagne électorale avait envisagé de reconnaître le régime de Muzorewa, l'a désavoué dans les faits en organisant cette conférence. En effet, celle-ci a officiellement pour but d'organiser de nouvelles élections.

Margaret Thatcher a donc accepté de reconnaître que les élections organisées par les racistes pour mettre au pouvoir Muzorewa en avril dernier n'étaient pas valables. Elle ne l'a pas fait de gaîté de cœur : au contraire, elle a été contrainte de reculer au cours de la conférence du Commonwealth d'août.

Les pays de première ligne, la Tanzanie et la Zambie ont fait pression sur le gouvernement britannique ; ils ont été soutenus par le Nigéria, qui a récemment radicalisé ses positions sur le Zimbabwe, ainsi que par d'autres pays du Tiers Monde membres du Commonwealth.

DEUX TABLEAUX

Si la décision du gouvernement Thatcher constitue un recul, elle s'inscrit également dans le cadre des manœuvres des impérialismes occidentaux en Afrique Australe. Les USA et la Grande-Bretagne, aussi bien à la conférence de Genève de 1976 qu'avec leur plan de 1977 ont toujours joué sur deux tableaux : d'un côté ils soutiennent le régime raciste dans sa guerre contre le peuple de Zimbabwe et dans ses complots tels que le «règlement interne» ; de l'autre, ils organisent des conférences pour tenter de désamorcer le conflit, de faire bonne figure vis-à-vis des pays africains et de faire déposer les armes aux combattants du Front Patriotique. Faisant le lien entre ces deux tactiques, il y a eu des manœuvres de toutes sortes visant à diviser le Front comme celles qui, en août 1978 avaient pour but d'associer Nkomo au gouvernement fantoche de Muzorewa.

Avec quelques mois de gouvernement Muzorewa-Smith, le bilan de cette tentative de replatrer le régime raciste n'est pas brillant : alors que le Front contrôle toujours l'essentiel des campagnes, la guerre continue à faire rage dans le pays : l'industrie et l'agriculture sont paralysées. Maintenant pour l'essentiel le système économique et social du colonialisme, l'accession de quelques fantoches noirs au pouvoir n'a donné aucune crédibilité au régime : il n'a été reconnu par personne en Afrique et dans le monde.. si ce n'est pas l'Afrique du Sud. Bien plus, le renégat Muzorewa a repris et amplifié la politique sanglante de bombardements et de massacres contre les pays voisins. Prétendant encore contrôler le pays, il s'accroche au mythe d'une «invasion» du pays par le Mozambique, alors que des milliers de guerilleros zimbabwéens sont implantés dans les zones libérées. A la veille de la conférence, Muzorewa a lancé contre le Mozambique un raid extrêmement meurtrier, qui avait fait plusieurs centaines de morts.

LA PARTICIPATION DU FRONT PATRIOTIQUE

Si le Front Patriotique accepte de venir négocier à Londres, c'est sans illusions sur les buts véritables de Thatcher et des Occidentaux. Mais ses dirigeants savent que leur présence permettra de faire connaître leur combat et de dénoncer la mauvaise foi de l'ennemi. Ils estiment qu'une absence ou un départ du Front permettrait à Margaret Thatcher d'en prendre prétexte pour reconnaître le gouvernement de Muzorewa. Le Front ne reconnaît nullement le régime de Salisbury en se rendant à Londres. En fait il estime négocier avec la puissance coloniale qui est la Grande-Bretagne, Smith et Muzorewa n'étant que des appendices du colonialisme britannique.

Dans une interview accordée à l'occasion de la conférence de la Havane, Robert Mugabe, dirigeant de la ZANU et co-président du Front Patriotique a déclaré : «*Il faut savoir évaluer le sérieux des britanniques quant à la question du Zimbabwe, car, bien que le Front n'ait jamais repoussé les possibilités de négociations avec Londres, il est connu que le régime de Margaret Thatcher appuie le gouvernement illégal de Salisbury*». Il a précisé que le Front proposera dans les conversations un certain nombre de points fondamentaux en particulier le fait que le Front n'acceptera aucun plan qui ne reconnaisse pas les guerilleros du Front comme la force qui garantira la sécurité du pays. C'est en fait le point sur lequel jusqu'ici toutes les négociations ont achoppé.

J.P.C.

LES PROCHAINS MAUVAIS COUPS DE LA SONACOTRA

Des résidents du foyer Romain Rolland de Saint-Denis ont reçu une convocation du juge d'instruction du tribunal de Bobigny. Sans doute est-ce là la conséquence d'une plainte en diffamation de la Sonacotra à la suite d'un tract...

Par ailleurs, une journée portes ouvertes aura lieu au foyer de Champigny, rue du Monument, avec notamment la participation de l'UD CFDT 94, le 22 septembre prochain.

Deux jours plus tard, un rassemblement est convoqué devant le tribunal de Créteil pour soutenir Archid Kanoute, membre du Comité de Coordination menacé d'expulsion. Le 25 septembre par ailleurs, de très nombreux résidents sont assignés devant le tribunal de Bobigny (Seine-Saint-Denis).

42 - 3 - 45 NATIONALISTES CORSES EN PRISON

Trois jeunes Corses âgés de 18 à 22 ans ont été transférés en fin de semaine à Paris. Arrêtés quelques jours plutôt, les services de police les accusent d'attentats à l'explosif contre une agence du Crédit Agricole et une voiture de police notamment.

Aucun ne revendique son appartenance au FNLC (Front National de Libération de la Corse).

Il y a désormais 45 détenus nationalistes corses dans les geôles de Giscard...

AMIENS : 30 OUVRIERES REFUSENT LE PIEGE DE L'AUTO-EXPLOITATION

Accusant «*les multinationales et le gouvernement*», le patron de l'usine Ludo à Amiens voulait fermer sa petite entreprise de confection.

Devant le refus des 30 ouvrières, il a alors proposé la création d'une coopérative. Ce serait comme avant : elles continueraient à travailler et lui à empocher les profits. Seule nuance, mais de taille, il fallait que les ouvrières acceptent de renoncer à une partie de leur salaire pourtant déjà misérable. Nouveau refus et occupation avec le soutien de la CGT.

FRANCOIS-PONCET RECOIT SON HOMOLOGUE CHILIEN

Six ans, jour pour jour, après le coup d'Etat du sinistre Pinochet, François-Poncet, ministre des Affaires Etrangères reçoit Cubillos, son homologue chilien...

Cubillos vient en France afin de négocier l'achat de Mirage 50. Cette visite a notamment soulevé la protestation de la CFDT.

MESRINE TIRE SUR UN EX-POLICIER DE LA DST TRAVAILLANT POUR *MINUTE*

Tillier, ex-policier de la DST reconverti (est-ce exactement le mot ?) dans le journalisme travaillait désormais pour l'hebdomadaire d'extrême-droite *Minute*.

Tillier, officiellement flic, avait déjà eu affaire avec Mesrine. Plus récemment il s'était entremis dans l'affaire Lelièvre.

Tillier ne recherchait-il qu'une interview en rencontrant Mesrine lundi dans une grotte de l'Oise ?

L'échange a surtout consisté dans la mise à nu de Tillier et à ce que Mesrine lui tire dessus trois balles de mitraillette kalachnikov. Tillier se traînait jusqu'à la route où il était recueilli et conduit à l'hôpital. Ses jours ne sont pas en danger. C'est lui qui a raconté son aventure...

• Iran : mort de l'ayatollah Taleghani

Des centaines de milliers de personnes ont assisté lundi à Téhéran aux funérailles nationales organisées pour l'ayatollah Taleghani, qui, selon les premières dépêches, vient de mourir d'une crise cardiaque. L'ayatollah Taleghani, un des principaux chefs religieux de l'Iran, avait pris une part très active à la lutte de son peuple pour renverser la sanglante dictature du Shah. Encore étudiant dans la ville de Qom, il luttait déjà activement contre le régime des Pahlevi , il ne devait jamais cesser cette lutte, fondant notamment avec Bazargan — l'actuel Premier ministre — le Mouvement de libération de l'Iran. Il fut lui-même victime de la tyrannie du Shah puisqu'il devait passer plus de onze ans dans les prisons du dictateur et n'en être libéré que le 30 octobre dernier.

Après la chute de la dynastie Pahlevi, il était devenu une personnalité importante du régime, notamment dans le cadre du Conseil révolutionnaire islamique. Mais il n'avait pas ménagé ses critiques contre certaines pratiques de comités Khomeiny, et les atteintes aux libertés démocratiques. Il avait joué un rôle important dans les tentatives de négociations avec les minorités nationales, en particulier les Kurdes en faveur desquels il défendait le droit à l'autonomie.

Toutefois, dans les derniers mois, il estimait que le mouvement autonomiste kurde était exploité par des forces étrangères, et il taxait le PDKI de «traître». Sur cette base-là, il avait approuvé la récente intervention de l'armée au Kurdistan, lancée sur ordre de Khomeiny avec lequel ses divergences restaient secondaires.

BRITISH LEYLAND : 25 000 LICENCIEMENTS

Le PDG de British Leyland, le premier constructeur anglais d'automobile, a annoncé lundi un plan de restructuration qui prévoit 25 000 licenciements d'ici à deux ans. Cette restructuration est déjà engagée : 18 000 emplois ont déjà été supprimés depuis janvier 1978.

DES SOLDATS MAROCAINS QUITTENT LA MAURITANIE

3 300 soldats marocains ont quitté la Mauritanie où ils étaient depuis juillet 1977. Alors que le gouvernement mauritanien faisait la paix avec le Polisario, il avait demandé le retrait des troupes marocaines de son territoire. Celles-ci se sont repliées à El Hamra, dans la partie du Sahara que revendique le Maroc.

PORTUGAL

Conformément à une décision annoncée le 13 juillet dernier, le général Eanes devait dissoudre ce mardi le Parlement. Les nouvelles élections devraient se tenir début décembre.

L'actuel chef du gouvernement, Maria de Lurdes Pintasilgo, mène une active politique d'austérité : toute une série de hausses ont été annoncées vendredi dernier qui vont de 15 à 30 %. C'est le Portugal qui détient le record mondial du prix de l'essence : 3,40 F le litre de super. Les augmentations concernent l'électricité, l'eau, le gaz et les télécommunications.

NOUVELLE CALEDONIE :

Lundi à Nouméa (Nouvelle Calédonie), des enseignants manifestaient pour la réintégration de deux maîtres-auxiliaires dont le contrat n'avait pas été renouvelé pour cette année. Ces maîtres-auxiliaires sont des canaques et favorables à l'indépendance ; ce qui serait le motif réel de leur licenciement.

Plusieurs manifestants ont été blessés au cours de cette manifestation. Le gouvernement français vient d'envoyer une centaine de CRS supplémentaires. D'autres manifestations sont prévues le 24 septembre, date anniversaire du rattachement de la Nouvelle Calédonie à la France.

10 000 MANIFESTANTS A SAINT-SEBASTIEN

10 000 personnes ont manifesté dimanche soir à Saint-Sébastien en signe de solidarité avec les réfugiés basques du Sud-Ouest de la France.

Seule la police municipale était visible. La manifestation a été pacifique jusqu'à la fin.

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCP N°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942